

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mardi, le 5 mars 1889.

SOMMAIRE :—Incident à propos de la délimitation des frontières nord et nord-ouest de la Province : MM. Lynch, Mercier, Faucher de Saint-Maurice et Blanchet.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

LES FRONTIÈRES DE LA PROVINCE.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Comme les journaux entretiennent leurs lecteurs des négociations qui se poursuivent entre le Gouvernement et les autorités fédérales à propos de la question des frontières nord et nord-ouest de la Province, me serait-il permis de demander au Gouvernement où en sont rendues ces négociations ?

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, nous sommes en correspondance avec les autorités fédérales depuis 1887, et nous avons beaucoup insisté pour avoir un règlement définitif de cette question.

Nous avons pris pour base de nos réclamations, le rapport du comité spécial de cette Chambre ; ce rapport est bien connu.

Voici quelles sont d'après ce rapport les frontières ouest, nord et est :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation
“ de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec.
“ Jusqu'à la rencontre de la rive sud de la baie James, par
“ le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la
“ rivière East Maine ; vers le nord, par la rive droite de

“ cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source,
“ de ce point, encore vers le nord, par une ligne, allant
“ frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve
“ des Esquimaux Ashuanipi ou Hamilton, et par la voie
“ gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la
“ baie du Rigolet (Hamilton Inlet) ; vers l'est et le nord-
“ est, par le méridien au point le plus oriental des sources
“ de la rivière Saint Paul ou petit Esquimaux, et par cette
“ même rivière vers l'est jusqu'au cinquante-deuxième
“ degré de latitude nord, et suivant ce parallèle jusqu'à la
“ rencontre du méridien de l'Anse au Blanc Sablon, fron-
“ tière actuellement reconnue de la Province de Québec.”

Ce rapport a été adopté en 1886 et nos réclamations sont les mêmes que les conclusions que je viens de lire.

Ce comité fut nommé unanimement par cette Chambre, et M. Duhamel, ancien député d'Ottawa, en fut choisi comme président. Le rapport qu'il nous a soumis fut adopté par toute la Chambre, et je dois ajouter qu'il était très bien fait.

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons essayé de régler cette question, mais nos efforts n'ont guère été couronnés de succès. J'ai rencontré Sir John A. Macdonald il y a quelques mois, et je lui ai demandé si le temps n'était pas arrivé de régler cette affaire ; il me répondit qu'il était d'opinion qu'en effet cela pourrait être réglé prochainement.

La question paraît parfaitement réglée avec Ontario et on nous a demandé de donner acte de notre consentement à cet arrangement. Nous avons refusé jusqu'à ce que nos réclamations soient admises

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—
C'est là une question qui doit être débattue entre le Gouvernement fédéral et nous, et non pas entre les autorités provinciales d'Ontario et celles de Québec.

L'honorable M. **Mercier**.—Précisément, et la question en était là lorsque ces jours derniers j'ai reçu une lettre de M. Mowat, me disant qu'il avait reçu une note de Sir John l'informant que l'affaire pouvait être réglée, si nous voulions bien nous rendre à Ottawa pour terminer les négociations. Samedi nous avons délégué les honorables MM. Garneau et Ross et M. E. E. Taché, sous-chef au département des terres de la couronne. Ils sont partis avec des instructions à l'effet de ne rien céder sur les conclusions du rapport du comité spécial de 1886, et que j'ai citées tout à l'heure.

On a offert à nos délégués de suivre le 52^e degré de latitude nord du détroit de Belle-Isle jusqu'à la Baie James nous enlevant par là même seize milles en dedans des rives de la East Main River, ce qui nous faisait subir, nous dit-on, une perte d'environ vingt mille milles carrés de territoire. De plus, si nous acceptions comme frontière le 52^e degré de latitude nord, nous n'aurions qu'une ligne imaginaire comme délimitation de notre territoire, et il nous faudrait tirer une borne qui nous coûterait un quart de million.

De plus s'il survenait plus tard des contestations de juridiction il serait très difficile d'établir ce qui est ou ce qui n'est pas notre territoire, car les bornes ou poteaux qui seraient placés pourraient disparaître et nous serions exposés à des difficultés coûteuses sans compter les ennuis de ce genre de contestations.

En définitive nous avons préféré nous en tenir à la ligne frontière naturelle de la East Main River. Voilà les raisons qui ont motivé notre refus. M. Taché est revenu soudainement dimanche nous apporter la proposition des autorités fédérales. Immédiatement j'ai envoyé chercher mes collègues et nous avons préparé un rapport du conseil, réclamant les territoires auxquels nous croyions avoir droit. M. Taché est reparti avec des instructions conformes à notre décision ;

il était entendu que s'il nous télégraphiait que nos vues étaient acceptées, le rapport en conseil serait signé et complété. Mais le Gouvernement fédéral a refusé.

Les honorables MM. Garneau et Ross sont revenus et nous avons retiré notre offre en nous en rapportant à nos droits suivant les conclusions du rapport du comité. Nous avons aussi refusé de signer quoi que ce soit qui put favoriser en aucune manière le règlement avec la Province d'Ontario, et nous avons bien l'intention de persister dans notre attitude.

D'après notre proposition, nous aurions eu en plus 116,000 milles carrés. Nous croyons avoir droit à tout ce qui constituait le territoire de la Nouvelle-France, à l'exception de ce qui a été donné par acte impérial aux autres Provinces, ou par traité aux Etats-Unis.

Si on se décide à poser la question officiellement devant la Chambre, j'espère que le patriotisme des membres leur inspirera l'idée d'appuyer l'action du Gouvernement.

On ne se fait pas une idée juste de la valeur des terres au-delà de la ligne de la hauteur des terres. Il y a le lac Mistassini qui décharge une partie de ses eaux dans le Saguenay, et l'autre partie dans la baie d'Hudson. Le père Albanel nous décrit très bien ce lac dans les relations des Jésuites.

Quand j'ai visité le lac St. Jean, j'ai causé avec un sauvage qui conduisait mon embarcation. Ce sauvage arrivait du lac Mistassini, et il m'a fait la description de ce lac. Je lui ai demandé de me dire quelle différence il y avait, au point de vue de l'étendue, entre ce lac et le lac St. Jean ; et il me répondit : oh ! monsieur, le lac St. Jean est tout petit, tout petit comparé à l'autre.

D'après les dires de ce sauvage, qui m'a paru bien connaître le pays, pour l'avoir visité personnellement, le lac Mistassini serait immense, ce serait une véritable mer inte-

rieure. Dans l'une comme dans l'autre des propositions dont je viens de parler, nous conserverions ce lac.

La demande de l'honorable député de Brome me prend par surprise, et je n'ai pas le temps de consulter mes collègues avant de répondre. J'espère toutefois n'avoir rien dit à l'encontre de leurs vues.

Nous allons mettre devant la Chambre une carte très bien faite par le département des terres de la couronne, montrant les territoires en question, par là même chacun pourra se rendre compte des prétentions respectives qui ont été discutées. Par là on se convaincra que nous avons soutenu les droits de la Province à l'héritage national.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—Si jamais le Gouvernement a fait son devoir, c'est bien, dans cette circonstance là, et je l'en félicite. Je me rappelle qu'en 1886, nous avons travaillé pendant des semaines et des semaines à la préparation du rapport qui sert aujourd'hui de base à l'action du Gouvernement, rapport très bien élaboré, s'il en est un.

Est-ce que nous pourrions avoir par écrit les propositions du Gouvernement fédéral ? Dans tous les cas j'avoue qu'il me faudra des renseignements bien exacts et bien précieux pour me faire revenir des prétentions que j'ai approuvées avec mes collègues en 1886.

L'honorable **M. Gagnon** — *député de Kamouraski, secrétaire et registraire de la Province*. — Le Gouvernement fédéral nous offre comme limites, de la frontière du nord, le cinquante deuxième degré d'un bout à l'autre.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce que cela nous enlève le lac Mistassini ?

L'honorable **M. Mercier**.—Non.

M. Faucher de Saint-Maurice.—J'avoue que je serais heureux de voir le Gouvernement fédéral accepter nos conclusions.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—M. le Président, comme on le voit, il s'agit de la réclamation émise par le Gouvernement Ross en 1886, au sujet des frontières nord et nord-ouest de la Province.

Cette question fut alors étudiée par un comité spécial, et j'ai pris une part active à la rédaction du rapport de ce comité. M. Taché, l'habile sous-chef du département des terres de la couronne, dont les connaissances en ces matières sont bien appréciées, a fourni devant le comité de très précieux renseignements sur cette question.

Le point important à élucider était de savoir où commençaient les territoires baignés par la baie d'Hudson et la baie James. Le 52^e degré de latitude nord nous offrait une ligne frontière irrégulière en ce sens qu'elle allait plus loin à l'est et moins loin à l'ouest, telles que le comportaient nos prétentions. C'est pourquoi nous avons accepté le cours de la rivière East Maine en suivant le cours de différentes autres rivières, nous fournissant par là même une limite immuable.

D'un autre côté les frais de délimitation seraient moins élevés que s'il s'agissait de tirer une ligne astronomique. Je crois que, quand le Gouvernement fédéral aura étudié notre rapport, il verra qu'il y a compensation sur la ligne du cinquante-deuxième degré. J'espère que les autorités fédérales comprendront le motif qui nous a fait agir, et qu'elles se rendront aux bonnes raisons qui résultent d'une étude approfondie de la question. Il ne peut pas y avoir de doute qu'une frontière comme celle que nous avons suggérée serait de beaucoup préférable à une ligne astronomique qui coûterait une somme très considérable, et qui ne nous offrirait que très peu de garantie pour l'avenir.

L'incident est clos.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du jeudi, le 7 mars 1889.

SOMMAIRE :—Accusation de l'*Electeur* contre le Gouvernement Ross. Taillon: MM. Taillon et Mercier.—Délibération sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés : MM. Casgrain, Gagnon, Mercier, Flynn, Trudel, Blanchet et Legris. Amendement de l'honorable M. Blanchet: MM. Legris, Taillon, Duhamel et Pelletier. —Délibération sur le contrat McKay : MM. Gagnon, Pelletier, Duplessis, Taillon, Casgrain et Mercier,

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

L'ACCUSATION DE "L'ÉLECTEUR" CONTRE LE GOUVERNEMENT ROSS-TAILLON.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'*Electeur* de ce matin publie un article dans lequel il dénonce un prétendu scandale qui serait arrivé en 1886, sous le Gouvernement Ross. Je déclare que cet article est mensonger d'un bout à l'autre, que c'est une calomnie atroce et écœurante, écœurante n'est pas trop fort.

J'ai l'intention de demander à la Chambre la nomination d'un comité spécial, pour faire une enquête, tout en conservant les autres recours que les lois accordent contre l'auteur de cet article. Je me dispenserai pour le moment de lire cet article, car je devrai le faire lorsque je soumettrai ma proposition.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Si la proposition de mon honorable ami est faite dans les formes parlementaires, elle sera accordée.

LES ASILES D'ALIÉNÉS.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés.

La Chambre siège en comité général.

M. **Casgrain** — *député de Québec*. — M. le Président, voici comment se lit l'article, que je voudrais voir amendé.

“ L'article suivant est ajouté après l'article 3236 des mêmes statuts :

“ Les articles précédents du présent chapitre ne s'appliquent aux contrats existant le neuf mai 1885, que dans leurs dispositions compatibles avec l'interprétation ordinaire des contrats, lesquels doivent être exécutés suivant leur forme et teneur.

“ Néanmoins, pour éviter tout malentendu, l'entrée, la mise en liberté sur essai, et la décharge des patients, leur visite et examen, leur transfert d'un asile à un autre quand tel transfert n'est pas défendu par le contrat, le contrôle du service médical lorsque tel contrôle n'est pas refusé au Gouvernement par le contrat, restent attribués au Gouvernement et à ses officiers. ”

Les propriétaires de l'asile Saint-Jean de Dieu qui d'après leur contrat ont le contrôle du service médical, conservent ce contrôle.”

On dit que le contrat passé avec l'asile de Saint-Jean de Dieu, donne aux propriétaires de cet asile le contrôle absolu sur le traitement médical ; or je prétends qu'il en est de même pour l'asile de Beauport, et s'il y a une différence c'est que ce dernier contrat est encore plus clair que celui de Saint-Jean de Dieu. En lisant le contrat avec l'asile de Beauport, on peut s'en convaincre facilement, et je suis bien certain

jusqu'à preuve du contraire, que le Gouvernement ne veut pas causer aucun préjudice à ces messieurs.

On a cité des opinions pour prouver que le contrôle médical était garanti non-seulement aux propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu, mais aussi à ceux de l'asile de Beauport. Les ministres, comme nous le prouve ce projet de loi, en sont venus à la conclusion que ce contrôle appartenait aux propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu. Le secrétaire provincial en a fait la déclaration solennelle devant la Chambre, ainsi que l'honorable premier ministre. Ils se sont basés l'un et l'autre sur les opinions des avocats qui ont été consultés à ce sujet. Or, M. le Président, si on prend l'opinion des avocats donnée soit à la demande de la commission, soit à la demande du Gouvernement ou soit encore à la demande des propriétaires des asiles, on voit que ces avocats ne font aucune différence entre les deux asiles. M. Malouin est un avocat plein de prudence et de science ; il a été consulté et voici ce qu'il dit : je trouve son opinion à la page 62 du rapport de la majorité de la commission des asiles. Il dit :

“ L'on m'a communiqué les deux contrats dont j'ai résumé ci-dessus, les deux principales clauses, et l'on me pose la question suivante :—

“ La loi de 1885 outre-passe-t-elle les droits que le Gouvernement a acquis par contrat dans les asiles ? ”

“ J'ai étudié la loi de 1885 et je trouve qu'elle change d'une manière notable les conditions des deux contrats en question ; par exemple, la section 2 dit que pour chacun des asiles de la Longue-Pointe et de Beauport, il est nommé par le Lieutenant Gouverneur en conseil, un surintendant médical, un médecin interne, et un assistant médecin interne ; que le traitement des deux premiers est à la charge de la Province, et celui de l'assistant à la charge des propriétaires, s'ils jugent à propos de se prévaloir de la

disposition qui leur permet de recommander l'assistant-médecin interne. La section 6 enlève en grande partie aux propriétaires des asiles le contrôle de leurs établissements, et la section 7 leur enlève le droit de recevoir dans ces asiles, les aliénés, les idiots et les imbéciles qui peuvent payer les frais de leur entretien, séjour et traitement, à moins d'y être autorisés par le Lieutenant Gouverneur en conseil.

“ Les propriétaires d'asiles en s'engageant, comme ils l'ont fait, à donner aux médecins visiteurs et inspecteurs toutes les facilités nécessaires et à leur fournir les renseignements qu'ils pourraient avoir besoin dans l'exécution de leurs devoirs, n'ont pas, il me semble, abdiqué leurs droits et n'ont pas dû renoncer à tout contrôle sur leurs établissements.

“ Je crois que ces trois sections surtout empiètent sur les droits acquis par les propriétaires des deux asiles par les contrats ci-dessus cités. Les dispositions de ces trois sections paraissent, de prime abord, n'être que disciplinaires ; mais lorsqu'elles sont étudiées et comparées avec les conditions des deux contrats, on s'aperçoit de la différence qui existe entre la loi de 1885 et ces contrats. Il y a sans doute d'autres sections dans cette loi qui ne concordent pas avec les droits des parties contractantes ; mais elles m'ont paru si peu importantes que je me limite aux remarques qui précèdent.

“ La Législature avait certainement le droit de passer la loi en question, mais je crois que les propriétaires d'asiles ont le droit de refuser de l'exécuter tant que le terme de leurs contrats ne sera pas expiré. ”

Cette opinion est conforme aux autres qui ont été données et à la conclusion à laquelle la commission elle-même est arrivée.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Je dois prévenir immédiatement l'honorable député que je n'accepterai pas d'amendement au projet de loi. Si mon honorable ami a une proposition à faire, il fera mieux d'attendre à la troisième délibération que je me propose de demander aussitôt que le comité général aura fait son rapport à la Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—J'espère que cette suggestion va être acceptée. C'est une question trop importante pour être discutée au long en comité général. Du reste cela sauvera du temps, car il faudra recommencer le même débat devant la Chambre.

M. **Casgrain**.—Très bien. Alors je sou mets l'amendement suivant : Je propose que les mots " et de l'asile de Beauport " soient ajoutés dans le dernier paragraphe de l'article 3.

L'honorable M. **Mercier** —Nos amis de l'autre côté de la Chambre sont trop loyaux pour nous imposer un vote en comité général. Jamais, suivant la coutume, on vote en comité général, sur des questions ministérielles.

La proposition de M. Casgrain est rejetée sur division.

Le projet de loi est adopté en comité général et rapporté à la Chambre.

L'honorable M. **Gagnon**.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en 3^e délibération.

M. **Casgrain**.—J'ai l'honneur de proposer, en amendement, que ce projet de loi ne soit pas maintenant adopté en 3^e délibération, mais qu'il soit renvoyé de nouveau à un comité général, avec instruction de modifier le dernier paragraphe de l'article 3 du dit projet de loi, en insérant dans la première ligne du troisième paragraphe du dit article, après

les mots “ Saint-Jean de Dieu ” les mots “ et de l’asile de Beauport.”

M. le Président, je disais tout à l’heure que les ministres ont déclaré devant la Chambre que le contrat avec l’asile de Saint Jean de Dieu donnait le contrôle médical aux propriétaires de cet asile, et j’étais à démontrer que s’il en est ainsi pour Saint-Jean de Dieu il en est de même pour celui de Beauport, car le contrat avec ce dernier asile est aussi clair qu’il peut l’être sur ce point, aussi formel, dans tous les cas, que celui de Saint-Jean de Dieu. Je faisais cette importante démonstration en lisant à la Chambre les opinions des avocats qui n’ont fait aucune distinction sur ce point. J’ai cité M. Jacques Malouin qui déclare que suivant lui, il n’y a aucune différence dans les deux contrats.

De plus, le rapport même de la commission exprime la même opinion à la page 63.

“ Il est de sens commun, ainsi que l’enseignent du reste tous les auteurs, qu’une partie à un contrat bilatéral ne peut pas être tenue à plus qu’elle n’a consenti ni être contrainte à des changements qu’elle n’a pas prévus.”

Et plus loin, on ajoute :

“ La loi de 1885 se trouve donc à léser les droits des propriétaires quant à la nomination du médecin interne, au traitement médical et à l’obligation de faire des améliorations dans le sens de nécessité absolue, recommandées par une commission *ad hoc*.

A la page 66, le rapport est encore plus explicite en faveur des propriétaires de l’asile de Beauport :

“ *Beauport* :—Il suffit de jeter un coup d’œil sur les clauses plus haut citées du contrat du 4 avril 1883, pour faire comprendre que de même que pour l’asile Saint-Jean de Dieu, le contrat de l’asile de Beauport a été violé dans quelques parties essentielles et des droits des propriétaires ont

été usurpés par le Gouvernement à la faveur de sa nouvelle législation.”

Le rapport de la majorité, aux pages 6 et 7, dit la même chose.

Le Gouvernement s'est fondé sur l'opinion des avocats et de ses commissaires pour dire qu'on ne pouvait enlever aux propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu le contrôle médical ; voilà quelle est la base sur laquelle ces messieurs appuient leur politique sur cette question. Peuvent-ils faire autrement que de mettre sur le même pied les propriétaires de l'asile de Beauport, si l'on s'en rapporte à ces opinions, sans commettre une grave injustice envers ces propriétaires ? Peuvent-ils les exclure du bénéfice accordé par l'article 3 aux propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu, sans se rendre coupables d'un acte de révoltante partialité ? Je ne le crois pas. Je ne puis penser qu'on désire persécuter ces propriétaires pour le simple plaisir de leur faire du mal, ni d'être injuste à leur égard. Si tel est le cas, le Gouvernement ne peut pas faire autrement que d'accepter mon amendement.

Mais on me dira peut-être qu'on n'enlève pas par l'article 3, le contrôle médical aux propriétaires des asiles. Si on ne le leur enlève pas, pourquoi alors cette réserve spéciale en faveur des propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu ? Grâce à cette clause, ne pourra-t-on pas dire plus tard que l'asile de Beauport n'était pas, au point de vue légal par rapport à la loi de 1885, sur le même pied que l'autre asile ?

D'un autre côté, si on veut garder aux propriétaires des asiles le contrôle médical qu'ils ont en vertu de leur contrat, pourquoi vouloir, dans une loi, interpréter le contrat des propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu, quand on n'en fait pas autant pour celui de Beauport ? Je ne vois pas du tout la nécessité de cette interprétation dans le premier cas. Je crois, et j'exprime là, mon opinion comme avocat,

Je crois que les sœurs ont le contrôle médical, par conséquent, je ne vois pas la nécessité de mettre cette réserve dans la loi. Si on veut faire une loi seulement pour l'asile de la Longue-Pointe, on commet une grave injustice à l'égard de l'asile de Beauport.

M. le Président, j'ai maintenant en mains l'opinion légale que j'ai donnée à la demande des propriétaires de l'asile de Beauport sur l'effet de la loi de 1885, lorsque cette loi a été passée. On m'a donné cette loi et le contrat, et l'on m'a demandé : Est-ce que cette loi viole les contrats.

Je conclus que la loi de 1885 viole le contrat en ce qu'elle enlève partiellement et formellement aux propriétaires de cet asile le contrôle médical que leur garantit le contrat passé avec eux. C'est là l'opinion que j'ai exprimée en 1885, et je la maintiens encore à présent comme au premier jour, et je trouve des arguments nouveaux en faveur de ma prétention dans la loi qui nous est soumise pour déclarer que le contrôle médical appartient aux propriétaires d'un certain asile. Je sais que les médecins visiteurs avaient le droit de surveiller le traitement médical et de faire des suggestions. Mais il y avait une condition dans la loi. Supposons que les médecins visiteurs trouvent que le service des gardiens n'est pas bien fait, ou qu'il faut faire des changements dans le traitement, ils peuvent recommander ces changements ; mais si ces changements doivent être onéreux pour les propriétaires, on leur donne la garantie qu'ils ne seront faits que si la nécessité en est démontrée sur un rapport d'une commission spéciale. La loi de 1885 mettait cette condition complètement de côté. En vertu de cette loi, le Gouvernement peut tout changer à son gré. Les avocats qui se sont exprimés sur cette question, n'ont pas fait de distinction entre les contrats des deux asiles. Si le Gouvernement fait une exception en faveur de Saint-Jean de Dieu, il doit, en toute justice, décréter la même chose pour celui de Beauport.

J'ai démontré aussi que les deux rapports de la commission ne différaient en aucune manière sur le point que je discute.

En troisième lieu, je crois avoir prouvé qu'au point de vue légal, en comparant les contrats avec la loi, les propriétaires de l'asile de Beauport ont le droit incontestable de contrôler le traitement médical, et que partant, il ne serait que juste de les mettre sur le même pied que les propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu.

Maintenant si on veut comparer le contrat de l'asile de la Longue-Pointe avec celui de l'asile de Beauport, on verra qu'il n'y a pas de différence essentielle. Je suis peut être dans le vrai, en disant que sur ce point particulier, le contrat avec l'asile de Beauport est plus favorable que celui de l'asile de Saint-Jean de Dieu. Voici ce que dit le contrat avec les propriétaires de l'asile de Saint-Jean de Dieu :

“ Les dites Sœurs de l'asile de la Providence de Montréal s'engagent et s'obligent pour un terme et espace de vingt années, qui commenceront à courir de ce jour, à recevoir et loger dans les bâtisses qu'elles ont fait construire à la Longue-Pointe, dans le district de Montréal (lesquelles bâtisses ont été visitées et reconnues suffisantes par les inspecteurs de prisons) les personnes idiotes et aliénées de l'un ou l'autre sexe, qui leur seront confiées par le dit Gouvernement de Sa Majesté de cette Province de Québec, de les nourrir, vêtir, entretenir, chauffer et éclairer convenablement ; de leur donner tous les soins manuels qui leur seront nécessaires tant en santé qu'en maladie et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, sauf les honoraires des médecins qui seront payés par le dit Gouvernement, les dites Sœurs ne leur fournissant que le logement.

“ Les personnes ainsi confiées aux dites Sœurs seront soumises à la surveillance, inspection et direction des méde-

cins et inspecteurs de prisons que le dit Gouvernement pourra nommer à cette fin et les dites Sœurs s'engagent à donner à ces médecins et inspecteurs toutes les facilités nécessaires pour faire leurs visites et à leur fournir les renseignements dont ils pourront avoir besoin."

Voici maintenant ce que dit le contrat de l'asile de Beauport :

" Les propriétaires de l'asile de Beauport s'obligent de fournir à leurs frais et dépens pendant l'espace de dix années qui commenceront à courir le premier mai prochain, 1883, un logement convenable aux aliénés et idiots qui leur seront envoyés par ordre du Gouvernement de cette Province, de leur donner une nourriture saine et suffisante et leur fournir des vêtements et des soins convenables, de leur procurer les services de médecins compétents et tout ce qui peut être nécessaire à leur guérison, à leur sûreté et leur confort, tant en santé qu'en maladie."

On voit que le contrat de l'asile de Saint-Jean de Dieu est moins explicite que celui de l'asile de Beauport. Dans ce dernier contrat, il est stipulé que les propriétaires fourniront les soins des médecins internes, et que si les médecins visiteurs du Gouvernement prescrivent des changements, ces changements ne devront pas être faits à moins qu'une commission déclare qu'ils sont nécessaires. Je sais qu'un arrêté du conseil a été adopté, modifiant le contrat de l'asile de la Longue-Pointe, mais ces modifications ne portent pas sur le point que je discute maintenant.

Pour toutes ces raisons je demanderai comme un simple acte de justice, que l'on insère les mots "et de l'asile de Beauport" à la suite de ceux " Saint-Jean de Dieu." Ce n'est pas une question de parti, M. le Président, il s'agit d'accomplir un simple acte de justice. On serait injuste si on faisait le contraire de ma proposition.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Je remercie l'honorable député d'être venu en aide au Gouvernement sur cette question, bien plus qu'il ne se l'imagine. Ces messieurs de l'opposition ont toujours prétendu que leur loi ne violait pas les contrats. C'a été l'un de leurs arguments favoris en réponse aux attaques dont leur législation a été l'objet. Une fois que la loi a été passée, les propriétaires des asiles ont réclamé, en affirmant que cette loi violait les contrats. L'autre jour encore l'honorable chef de l'opposition a répété qu'il n'y avait pas eu de violation de contrat. Aujourd'hui on voit l'honorable député de Québec, l'un de ceux qui aspirent au commandement suprême, venir affirmer sous sa responsabilité de député et d'homme de loi, que cette législation viole les contrats ; il nous dit pratiquement que c'est une loi révolutionnaire et injuste. Tout libéral que je sois, je ne suis pas prêt à aller aussi loin que lui ; on le sait, il n'y a rien de plus zélé que les nouveaux convertis.

M. **Casgrain.**—J'ai rappelé l'opinion légale que j'ai donnée en 1885 lorsque cette loi venait d'être adoptée. J'ai plaidé la cause des propriétaires de l'asile de Beauport devant le conseil exécutif. Je n'ai pas dit, n'en délaïse à l'honorable secrétaire de la Province, que c'était une loi mauvaise en soi, et aujourd'hui je persiste dans l'opinion que j'ai exprimée autrefois.

L'honorable M. **Gagnon.**—Cela a toujours été l'opinion de l'honorable député, à savoir que cette loi violait les contrats. C'était, je suppose dans le même temps qu'il combattait la vente du chemin de fer proposée par ses amis.

Dès l'origine donc, l'honorable député différait avec son parti. Quand nous disons que cette loi viole les contrats, nous sommes appuyés par l'un des principaux députés de la gauche, qui, du même coup, donnent raison à nos amis les nationaux.

Je vais démontrer jusqu'à quel point il nous donne raison, jusqu'à quel point il justifie le Gouvernement et la position prise par les conservateurs nationaux.

L'honorable député prétend que non seulement la loi de 1885 viole le contrat de Saint-Jean de Dieu, mais aussi celui de l'asile de Beauport. Je ne demandais par ma loi de ne faire d'exception qu'en faveur d'un asile, et voici que l'un de nos adversaires demande que cette exception s'étende aux deux asiles. Qui demande à la Chambre de répudier toute la loi de 1885 ? Est-ce nous ? Est-ce nos amis ? Non, M. le Président, c'est un des amis de ceux-là mêmes qui l'ont fait adopter. Par le vote que vous allez être appelés à donner, vous allez déchirer notre loi, voilà la position qui vous est faite, et c'est un des vôtres qui en est l'auteur.

Les déclarations faites à la Chambre en 1885, sont bien simples et bien formelles. L'honorable député de Beauce nous disait que la loi qu'il nous proposait alors, ne violait pas les contrats. Et c'est sur la foi de ses déclarations que nous avons voté pour sa loi. De son côté, le chef du cabinet déclarait devant le Conseil législatif que cette loi ne violait en aucune manière les contrats. Or j'ai démontré l'autre jour, qu'il y avait eu violation de contrats, et vous l'avez admis avec moi, pour ce qui concerne l'asile de Saint Jean de Dieu. Aujourd'hui, l'un des membres de l'opposition vient de proposer de déchirer complètement cette loi, en décrétant qu'elle ne s'appliquera ni à l'un ni à l'autre de nos deux asiles.

M. Casgrain.—Si vous dites qu'elle ne s'appliquera pas à l'asile de Saint-Jean de Dieu, vous ne pouvez en toute justice faire autrement que d'admettre la même exception en faveur de l'asile de Beauport. Voilà la position que nous prenons.

L'honorable **M. Gagnon.**—Je comprends très bien l'honorable député. Sa prétention veut que si nous donnons

telle chose à l'asile de Saint-Jean de Dieu, nous devons en faire autant pour l'asile de Beauport. Au lieu de me dire que le Gouvernement doit avoir le contrôle médical des asiles, vous me demandez d'exempter Beauport de la loi faite par vos amis. Vous ne restez pas conséquents avec votre opinion de 1885. Sentant combien est faible leur position, les propriétaires de l'asile de Beauport cherchent à unir leur cause à celle de l'asile de Saint-Jean de Dieu. Nous ne sommes pas prêts à dire que la loi viole complètement le contrat passé avec l'asile de Beauport tandis qu'il n'en est pas ainsi avec l'asile de la Longue-Pointe.

Nous ne touchons pas à l'asile de Beauport. Nous nous contentons de dire que les contrats lient le Gouvernement et que ces contrats doivent être respectés, et comme dans le cas de l'asile de Saint-Jean de Dieu, le contrat est tellement clair qu'il ne peut y avoir le moindre doute, nous déclarons que le contrôle médical sera comme il l'a été jusqu'ici, exercé par les propriétaires de cet asile.

J'ai maintenant en mains une copie du contrat de la Longue-Pointe passé en 1875, dans un temps où on n'avait pas autant d'expérience qu'on en a aujourd'hui, mais contrat fait avec une partie offrant infiniment plus de garantie qu'on en avait à Beauport, puisqu'on traitait avec une communauté religieuse qui avait fait ses preuves, tandis qu'à Beauport on avait affaire à des laïques qui ne sont rien moins que des spéculateurs,—or que trouve-t-on dans ce contrat à propos du traitement médical? La seule clause que l'on trouve est celle-ci : Je ne lis que la dernière partie de la clause :

“...de leur donner tous les soins manuels qui leur seront nécessaires tant en santé qu'en maladie et de leur fournir les soins médicaux que leur état exigera, sauf les honoraires des médecins qui seront payés par le dit Gouvernement, les dites Sœurs ne leur fournissant que le logement.”

“ Les personnes ainsi confiées aux dites Sœurs seront soumises à la surveillance, inspection et direction des médecins et inspecteurs de prisons que le dit Gouvernement pourra nommer à cette fin et les dites Sœurs s’engagent à donner à ces médecins et inspecteurs toutes les facilités nécessaires pour faire leurs visites et à leur fournir les renseignements dont ils pourront avoir besoin.”

Voilà toute la disposition relative à ce point qui existe dans ce contrat. Pour me servir d’une comparaison qui fait mieux comprendre ma pensée, je dirai que c’est là la clause que stipule un donateur qui donne ses biens à charge par le donataire, de le nourrir, vêtir, soigner en santé et en maladie, en un mot de lui fournir tout ce dont il peut avoir besoin raisonnablement. Du moment que le logement et la nourriture sont convenables, on ne peut aller plus loin. Dans le contrat, le Gouvernement a reconnu que les bâties sont bonnes, que veut-on de plus ? La Province a droit d’exiger que le traitement médical soit convenable, nous conservons ce droit par mon projet de loi. Du moment que les Sœurs logent bien et habillent bien leurs patients, le Gouvernement n’a pas droit d’aller plus loin. Il ne faut pas oublier que les Sœurs ne reçoivent que cent piastres par année. Que quelques uns de leurs patients brisent tout, nous ne payons pas plus pour cela. Pour ce prix-là, il ne pouvait être question de donner au Gouvernement le contrôle du traitement médical, la preuve qu’il en est bien ainsi, c’est que pendant dix ans, le Gouvernement n’a pas songé à s’en emparer. Voilà ce que nous avons eu par la loi de 1885, loi que le Gouvernement n’a jamais mise en force. Je prétends que le Gouvernement possède un contrôle suffisant par ses inspecteurs, et je conserve en son entier le système actuel.

Mais quand il s’agit de l’asile de Beauport, la question n’est plus la même. D’abord ce contrat doit être fait

pour dix ou vingt ans, et le minimum des patients devait être fixé à 650. Le Gouvernement a violé audacieusement l'ordre en quelque sorte que lui avait donné la Chambre, en mettant ce minimum à 850 au lieu de 650. Voici la clause sur laquelle je me fonde pour dire que nous avons le contrôle médical. Je croirais, M. le Président, amoindrir la force du contrat au point de vue des intérêts de la Province si je ne disais pas, ce que je dis dans la loi. Quant à l'asile de Saint-Jean de Dieu, il n'y a pas de doute dans mon esprit, et je suis prêt à prendre la responsabilité entière et complète de mon projet de loi. Mais il n'en est pas de même pour Beauport. Voici la clause à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure.

“ Que les dits propriétaires seront tenus de se conformer
“ à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances
“ qui leur seront faites et ordonnées par le ou les médecins
“ visiteurs nommés par le Lieutenant Gouverneur en conseil
“ et aussi à tous les ordres, qui pourront leur être donnés
“ par le secrétaire ou par le Gouvernement de cette Pro-
“ vince. ”

Une autre clause dit : “ que les dits propriétaires du dit asile seront tenus d'avoir pour le dit asile, au moins un médecin interne compétent, qui sera nommé et payé par eux, et dont les devoirs et les instructions seront spécifiées par les dits propriétaires du dit asile. ”

M. Gasgrain.—A Beauport il y a deux médecins internes, j'en suis informé d'une manière croyable.

L'honorable M. Gagnon.—A l'asile de Saint-Jean de Dieu, il y a 1200 patients, trois médecins, et à part de cela, trois sœurs infirmières. A Beauport, disons qu'il y a trois médecins internes, ces médecins sont obligés de voir au service des gardiens, de faire la correspondance, et de remplir les prescriptions, tandis que ce sont les sœurs infirmières qui font cela à l'asile Saint-Jean de Dieu. De plus,

j'attire votre attention, M. le Président, sur la clause suivante que l'on ne trouve pas dans le contrat avec l'asile de la Longue-Pointe.

“ Il est encore convenu que les propriétaires s'obligent
“ par les présentes à faire à leur frais et dépens, dans le dit
“ établissement, toutes les améliorations ordonnées par les
“ médecins visiteurs, et les inspecteurs des asiles et prisons
“ et nécessaires pour la classification et le traitement des
“ patients reçus par eux dans le dit asile, pourvu que ces
“ améliorations ne soient pas trop onéreuses et soient d'une
“ absolue nécessité et qu'elles soient en outre recommandées
“ par une commission compétente. . . . ”

M. **Casgrain**.—Est-ce que l'article 6 de la loi de 1885, ne viole pas cette partie du contrat ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Pas dans mon opinion. Cette clause du contrat se rapporte aux édifices, nous avons déjà le contrôle médical, et d'après cette clause nous avons le droit de faire des changements dans les bâtisses sur la recommandation d'une commission *ad hoc*. Dans ce contrat, le Gouvernement ne dit pas que les bâtisses sont suffisantes, tandis que le contraire est déclaré en toutes lettres, dans le contrat avec l'asile de Saint-Jean de Dieu, et je dis que là nous avons pour notre argent. Je trouve qu'il y a une énorme différence entre les deux contrats. Je ne veux pas parler de la manière dont les malades sont traités à l'asile de Beauport, car la moindre critique serait de nature à nuire au pays et à nos institutions.

Je ne veux pas violer les contrats. Les Sœurs de la Longue-Pointe insistent pour que la loi soit changée en ce qui les concerne, et comme j'ai trouvé de bonnes raisons à l'appui de leur demande, j'y ai consenti, mais il n'en est pas de même pour l'asile de Beauport. Ces messieurs nous font toutes espèces de misères, misères que je n'ai jamais eues avec les Sœurs de Saint-Jean de Dieu. On prend des

aliénés sans mon ordre, bien que la loi déclare que ces admissions ne peuvent être faites que sur un ordre émanant du secrétaire de la Province ; je me protège en ne payant pas pour ces patients, je n'ai pas de faveurs à leur donner. Dans les circonstances, je pousserais bien trop loin la bonté, si j'allais leur reconnaître un droit très contestable.

Je n'en dirai pas plus sur le compte de messieurs les propriétaires de l'asile de Beauport.

La surveillance de ces asiles qui relève de mon département est la partie la plus difficile de mes devoirs. Les propriétaires de Beauport ont voulu engager avec nous une guerre qu'ils n'ont jamais faite à nos prédécesseurs, ils ont voulu suivre l'asile de la Longue-Pointe afin de profiter des avantages qui pourraient lui être accordés. Que l'on me comprenne bien, je veux rendre justice aux propriétaires de l'asile de Beauport, mais je n'irai pas plus loin. Ils gardent des gens malgré mes ordres, et je serai peut être obligé de les poursuivre pour cela. Ces messieurs me font la guerre, et ils émettent des prétentions qu'ils n'ont jamais affichées auparavant. On me demande aujourd'hui de les mettre sur le même pied que les propriétaires de l'asile de la Longue-Pointe. Je ne suis pas fâché à aller aussi loin. Mais cette demande prouve que ceux qui se sont séparés de leurs anciens amis sur cette question des asiles avaient raison puisque, ceux-là mêmes qui les ont dénoncés nous proposent aujourd'hui de mettre l'asile de Beauport sur le même pied que celui de Saint-Jean de Dieu.

Nous avons réussi à mettre fin aux difficultés et ce projet de loi qui contient l'arrangement intervenu, devrait être adopté à l'unanimité. Nous déclarons que les contrats seront respectés ; c'est peut être donner un peu trop au point de vue de l'administration, mais je savais qu'en consentant à cet arrangement, j'avais affaire à une communauté

qui faisait très bien son devoir. De plus, j'avais comme garantie, le contrôle exercé par mes officiers. On me demande d'abandonner le contrôle du traitement médical donné à l'asile de Saint-Jean de Dieu, où nous ne payons que cent piastres par année, bien que ce traitement soit meilleur que celui donné à l'asile de Beauport.

Pour les raisons que j'ai données, le Gouvernement repousse l'amendement. Ces messieurs de l'opposition peuvent se déjuger tant qu'ils le voudront, c'est leur affaire ; pour nous, nous avons adopté une politique que nous croyons sage et prudente et nous n'en dévierons pas. Si nous faisons une distinction entre l'asile de Saint-Jean de Dieu et celui de Beauport, c'est parce que nous croyons qu'il y a une différence notable entre les deux cas. Nous n'avons pas l'intention de prescrire quelle sera la nourriture qui sera donnée, pourvu que celle que l'on donne soit bonne. D'ailleurs, les propriétaires de l'asile de Beauport ne m'ont jamais demandé de les mettre sur le même pied que ceux de l'asile de Saint-Jean de Dieu, je ne vois pas pourquoi je leur ferais des faveurs, quand ils violent mes ordres de propos délibéré.

M. Casgrain.—Ils l'ont demandé par l'entremise de l'honorable premier ministre.

L'honorable **M. Gagnon.**—Au reste, n'est-il pas vrai que, comme question de fait, nous les mettons sur le même pied que l'autre asile, en déclarant que leur contrat sera exécuté suivant sa forme et teneur. Si ces propriétaires, comme le dit l'honorable député de Québec, ont fait une telle demande, ce n'a été qu'après l'arrangement conclu avec les autorités de l'asile de Saint-Jean de Dieu. Ils veulent se mettre sous la protection des Sœurs comme cela est arriyé en 1885.

On doit avouer que j'ai obtenu de bonnes concessions de la sœur Sainte-Thérèse ; par ces concessions, toutes les

difficultés qui pouvaient exister entre le Gouvernement et cet asile, sont réglées.

Après ce qui se passe, je ne crois pas que l'opposition persistera à dire que sa loi ne violait pas les contrats.

J'espère que l'on n'hésitera pas à laisser au Gouvernement le contrôle qu'il doit avoir d'après les contrats, contrôle dont il n'a pas abusé.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Cette question a déjà été bien longuement discutée. J'avais l'intention de répondre en bien peu de mots à deux ou trois remarques de l'honorable premier ministre, et je vais profiter de cette circonstance pour le faire.

L'honorable premier ministre a reproché à l'honorable chef de l'opposition d'avoir parlé avec trop d'énergie et trop d'animation. Il l'a accusé aussi d'être entré dans beaucoup de détails ; si je rappelle cela, c'est que je tenais à dire que l'honorable chef de l'opposition a été provoqué par le discours du député de Dorchester, qui n'a pas cessé d'accumuler accusation sur accusation contre le Gouvernement Ross, et qui s'est efforcé de démontrer que ce cabinet était l'ennemi des institutions religieuses.

L'honorable premier ministre a dit que l'honorable secrétaire de la Province avait fait un discours modéré, plein d'égards pour les opinions déjà exprimées et de nature à ne pas froisser les sentiments de personne. J'admets que pour ce qui regarde l'exposé de la question fait par l'honorable secrétaire de la Province, le chef du Gouvernement avait raison ; mais après le discours du député de Dorchester, l'honorable chef de l'opposition ne pouvait pas rester silencieux, et ne pas relever les accusations portées contre le Gouvernement Ross, en qui le député de Dorchester avait eu une entière confiance pendant la plupart du temps où ce cabinet a été au pouvoir. Au reste, sur le

mérite même de la question, l'honorable chef de l'opposition devait donner certaines explications, et c'est ce qu'il a fait.

L'honorable chef de l'opposition a prouvé qu'au point de vue parlementaire, les membres du Gouvernement sont responsables comme nous de la législation de 1885.

L'honorable premier ministre a dit : “ Est-ce que nous connaissions les contrats aussi bien que les ministres qui proposaient cette loi ? ” Il aurait dû nous dire que c'est lui qui était le plus renseigné sur la teneur de ces contrats, puisque c'est lui, qui en 1883, en a demandé la production, et lorsque la loi de 1885 a été soumise aux Chambres, il avait ces contrats devant lui ; il pouvait dire si cette loi violait oui ou non les contrats. Jamais il ne fera croire à personne qu'il ne connaissait pas ces contrats.

Je désire dire un mot de la loi de 1885, et du projet de loi qui est devant nous.

Ce n'est pas le projet de loi qui nous a été promis ; au fond ce projet ne signifie absolument rien. D'abord, la première partie n'a trait qu'aux patients privés. Il n'y a qu'une clause qui se rapporte aux asiles, en ce qui concerne la loi de 1885, c'est l'article 3. Cet article déclare en principe que le Gouvernement garde le contrôle médical des asiles ; c'est ce que l'honorable premier ministre lui-même a déclaré dans son discours. Or, c'est là le point fondamental du débat, car c'est sur ce point-là, qu'a roulé toute la discussion, et devant la Chambre et devant le pays.

J'attire aussi l'attention sur cette admission contenue dans ce projet de loi. Il y a aussi un autre sujet qui a été beaucoup controversé : le Gouvernement devait-il se faire payer la moitié du coût de l'entretien des patients ? Voilà une question qui a été beaucoup discutée devant le public et j'ose dire que nos adversaires ont fait plus de tort au Gouvernement avec cette question-là, qu'avec la question prin-

cipale. Dans la loi de 1885, il y avait une clause qui n'était que la reproduction de l'ancienne loi, allant à dire que les municipalités devaient payer la moitié des frais d'entretien des patients. L'opposition d'alors a combattu sur ce point-là et lorsqu'il s'est agi de la troisième délibération, l'honorable secrétaire de la Province a proposé ce qui suit :

“ M. Gagnon propose en amendement, secondé par M. Bernatchez, que tous les mots après que, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Attendu que la contribution des municipalités à l'entretien des aliénés, n'est pas perçue avec avantage par le public ;

“ Attendu que cette contribution des municipalités n'a rapporté au trésor pendant l'année fiscale 1883 et 1884, que \$1,858.85 ;

“ Attendu que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire, il soit résolu :

“ Que ce *bill* ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit référé de nouveau à un comité général de toute la Chambre, avec instructions de l'amender, en retranchant toutes les clauses qui imposent aux municipalités, l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés.”

Cette proposition fut mise aux voix, et toute l'opposition libérale vota pour.

Cette proposition a été renouvelée en 1886, et dans la brochure faite par le parti libéral, et répandue à profusion dans la Province, on insiste beaucoup sur ce point là, autant et plus que sur n'importe quel autre point de l'administration du Gouvernement Ross. En 1886, l'honorable député de Montréal centre proposa ce qui suit :

“ Il est regrettable que le Gouvernement maintienne la

taxe imposée à cette fin aux municipalités et la perçoive avec autant de partialité et d'injustice et avec si peu de bénéfice pour la Province.”

Comme on le voit, non content de ce qu'on avait fait en 1885, on revient à la charge en 1886, et par la brochure que j'ai en mains, on soumettait la question au peuple. L'année dernière j'ai attiré l'attention du Gouvernement sur ces promesses, et l'on m'a répondu que la question était sous considération. Voilà deux ans que ces messieurs sont au pouvoir, et ils nous présentent un projet de loi sur les asiles dans lequel la clause rappelant cette partie de la loi obligeant les municipalités de contribuer à l'entretien des aliénés, brille par son absence. Ceci prouve que nous avons eu raison de repousser les attaques de nos adversaires, et ils le reconnaissent eux-mêmes aujourd'hui.

Sur la question principale, j'ai l'autorité même de l'honorable premier ministre pour dire que le Gouvernement garde le contrôle médical des asiles. Le principe est posé, et le Gouvernement en prend toute la responsabilité.

Quel est le principe que nous avons voulu faire triompher ? Il suffit de référer à la loi de 1885, pour voir que le contrôle est assuré au Gouvernement. Je sais qu'à cette occasion il y a une foule de questions qui ont été discutées, qu'il n'y avait pas lieu de soulever ici ; par exemple on a parlé des immunités ecclésiastiques, or cette question a été décidée par les autorités compétentes.

Quant à la question de la violation des contrats, je parle en mon nom personnel, j'ai bien ma part de responsabilité dans cette loi qui a été passée pendant que j'étais ministre. Nous pouvons bien soutenir la position que nous avons prise en 1885, tout en votant pour la proposition de l'honorable député de Québec, et je ne crois pas que mon honorable ami se soit entendu au préalable avec l'honorable chef de l'oppositon.

Après avoir entendu le débat, et d'après les études que nous avons faites avant aujourd'hui, j'en arrive à certaines conclusions. Ceux qui se sont occupés de cette question se sont divisés en deux camps ; il y avait les personnes qui croyaient que la loi ne violait pas les contrats, et celles qui croyaient qu'elle les violait sur certains points, sans aller aussi loin qu'on l'a prétendu. Je vais démontrer que le projet de loi de l'honorable secrétaire de la Province viole les contrats, bien que l'on prétende le contraire. L'an dernier j'ai dit que je n'étais pas prêt à affirmer que cette loi ne violait pas les contrats sur certains points. Il est fort possible que la législation de 1885 affecte sous certains rapports, la convention passée avec les propriétaires des asilès Mais la position que le Gouvernement avait prise était celle-ci : nous voulons garder le contrôle médical, que ce contrôle appartienne oui ou non aux propriétaires, car l'intérêt public s'impose tellement qu'il nous faut prendre cette mesure au risque même de porter atteinte au contrat ; toutefois on donnait aux propriétaires le droit de s'adresser aux tribunaux pour avoir une indemnité. C'est dans ce but qu'une clause a été insérée dans la loi, déclarant que les propriétaires des asiles pourraient s'adresser aux tribunaux pour se faire indemniser des dommages qui pourraient résulter de l'exécution de cette loi. La question suivante se pose naturellement ; y avait-il des dommages ? Malgré l'invitation indirecte du Gouvernement, jamais les propriétaires des asiles n'ont fait connaître leurs réclamations. Il est étonnant de rencontrer des gens qui viennent crier à l'abomination de la désolation à propos de cette loi, quand ceux mêmes qui devaient en souffrir le plus, n'ont pas demandé d'indemnité. On a donc bien réfléchi depuis le jour où on présentait une loi qui violait ouvertement et sans compensation, le contrat de la traverse entre Québec et Lévis !! Le Gouvernement avait des raisons d'intérêt public pour faire ce qu'il a fait en 1885, tous les ministres étaient d'accord sur ce point-ci : à savoir qu'il

fallait donner le contrôle médical des asiles au Gouvernement, et pourvoir à indemniser les propriétaires, s'ils souffraient des dommages. Sans cette dernière clause, jamais je n'aurais accepté cette loi. Qu'on lise cette loi, et l'on verra que la pensée intime de celui qui l'a présentée aux Chambres, était que les propriétaires seraient indemnisés.

On se rappelle aussi qu'il y avait alors un *tolle* général dans toute la Province, et qu'il était devenu indispensable pour le Gouvernement d'intervenir. Ceux qui nous reprochaient de ne pas faire une loi plus radicale, sont ceux là mêmes qui sont au pouvoir aujourd'hui ; mais ce qui m'étonne encore davantage, c'est que ceux qui nous ont défendus alors, viennent nous condamner à la onzième heure.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester*.— Est-ce que le député auquel vous faites allusion a défendu cette loi ?

L'honorable M. **Flynn**.—L'honorable député prend pour lui même des remarques qui ont un caractère général.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Herby*.—Qui accusez-vous ?

L'honorable M. **Flynn**.—Je me rappelle que l'honorable ministre qui m'interrompt, ne s'est séparé de nous que sur la question Riel, et encore était-il d'opinion qu'il ne fallait pas frapper sur le Gouvernement de Québec, à propos de cette question. C'était dans une élection partielle, et il a exprimé cette opinion devant moi.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je me rappelle avoir dit qu'il ne fallait pas frapper tout d'abord sur le Gouvernement de Québec, mais que si ce Gouvernement se montrait le complice de celui d'Ottawa, il faudrait le renverser sans pitié.

L'honorable M. **Flynn**.—J'avais compris la chose tout autrement ; d'ailleurs c'est la conduite qu'a tenue l'honorable M. Garneau, qui après avoir proposé de blâmer le Gouvernement fédéral, a refusé d'appuyer une proposition s'attaquant directement au Gouvernement de Québec.

L'honorable M. **Dubamel**.—Je vous ai dit tout le contraire de ce que vous rapportez.

L'honorable M. **Flynn**.—J'en reviens à la question ; voici ce que dit la loi à propos de l'indemnité que les propriétaires des asiles pouvaient être fondés à réclamer :

“ Toute réclamation pouvant résulter de l'exécution de la présente loi de la part des propriétaires d'un asile, peut être déterminée, si les parties y consentent par des arbitres nommés conformément aux dispositions du code de procédure civile, et à défaut de consentement, elles peuvent recourir à la pétition de droit ; et telle réclamation s'il y a lieu, doit être signifiée au Gouvernement avant ou dans les trois mois qui suivent chaque année après la mise en force de la présente loi sous peine de déchéance. ”

Ainsi, il y avait trois portes ouvertes pour les propriétaires des asiles, pour se protéger en cas de dommages résultant de cette loi. Cette clause suffit pour justifier ceux qui l'ont acceptée.

Le Gouvernement disait : “ il nous faut le contrôle médical ; ” et le Gouvernement actuel proclame en principe la même nécessité. Nous, nous voulions la fin, et nous prenions les moyens. L'ancien cabinet était donc logique. Le Gouvernement actuel est lui aussi d'opinion que la Province doit avoir le contrôle du traitement médical, mais il se retranche derrière une question d'opportunisme. Sur cette question la politique du Gouvernement a été une politique d'expédients et d'opportunisme. N'est-ce pas cette politique d'expédients qui nous a valu la nomination de cette com-

mission qui nous a fait deux rapports, et qui n'avait au fond à décider qu'une simple question de droit, question qui aurait dû être résolue par l'honorable procureur général, en sa qualité d'aviseur légal de la couronne ?

Il fallait pacifier les esprits, dit-on, mais cette raison n'en est pas une. Le journal *La Vérité* a blâmé le Gouvernement dès qu'il a été question de nommer cette commission. Ce journal voulait qu'une loi fut adoptée dès la première session. Après deux ans d'attente, après deux rapports, après que la Province a payé \$16,000 inutilement, le Gouvernement vient devant la Chambre avec un petit projet de loi dans lequel il déclare qu'il veut garder le contrôle du traitement médical, tout en faisant une distinction au bénéfice d'un de nos asiles. Par là, le Gouvernement espère satisfaire une partie de ses amis mais si ces députés sont des hommes de principe, je ne comprends pas comment ils pourront être contents de cette solution. Les contrats vont finir bientôt, et quand ils seront expirés, le Gouvernement entend garder le contrôle médical d'une manière absolue. Des deux Gouvernements, l'un a peut être été trop hardi, tandis que l'autre a recours à l'opportunisme pour se dégager.

Notre position n'est pas aussi désavantageuse qu'on semble le croire. En 1885 l'opposition avait laissé passer notre loi sans division, il y avait donc unanimité. Aujourd'hui le Gouvernement veut la fin sans prendre les moyens ; c'est son affaire. Ceux qui croyaient que la loi de 1885 pouvait porter atteinte aux contrats mais qui, au demeurant, étaient satisfaits des remèdes apportés, ne font pas, en somme, un grand sacrifice.

En 1887, j'ai parlé de cette question, et mes prédictions se sont depuis réalisées. J'ai alors offert au Gouvernement de présenter une loi déclarant que notre législation violait les contrats, et lui assurant qu'il ne rencontrerait pas d'opposition de ce côté-ci de la Chambre, et j'ajoutais : vous n'avez

pas besoin de commission pour cela, car même après que vous aurez reçu le rapport de cette commission, il faudra toujours avoir recours à la décision du procureur général. Pourquoi ne pas trancher de suite la question ? Il est étonnant que des gens qui nous ont combattus si vigoureusement sur cette question puissent accepter ce projet de loi !!

L'honorable chef de l'opposition a fait allusion à un article de l'*Etendard* dans lequel il est dit qu'il n'y a pas de différence entre l'honorable premier ministre et le chef de l'opposition. Nous voyons des nuances que d'autres ne voient pas. Dans tous les cas, je ne crois pas devoir féliciter M. Trudel sur la solution donnée à cette question. Il va l'accepter pour ne pas faire de la peine aux ministres, mais il ne pourra pas faire autrement que de se dire : ce n'est pas la solution que j'aime.

Voici ce que je disais en 1887 :

“ Est-il vrai que le Gouvernement ait touché à des droits acquis.” Je ne suis pas prêt à dire que la loi de 1885 n'a pas touché jusqu'à un certain point aux contrats existants. Mais le Gouvernement a prévu ce cas par l'insertion d'une clause accordant aux lésés, le bénéfice de la pétition de droit. J'avoue que je croyais moi-même, en entendant les réclamations qui ont été formulées, que les propriétaires des asiles demanderaient une indemnité au Gouvernement en se prévalant de la pétition de droit. Je maintiens que les deux principales objections que l'ont fait valoir, sont celles que je viens de mentionner. Je suppose que la loi viole ces contrats, dès lors c'est une question de droit civil, par conséquent elle relève exclusivement des officiers en loi de la couronne et des tribunaux. Mais ce n'est pas une question qui puisse être soumise à une commission royale.”

Et plus loin j'ajoutais :

“ En principe voici ma manière de voir touchant l'effet de la création de ces commissions. Je dis qu'une commis-

sion royale ne peut écarter la responsabilité qui incombe au Gouvernement pour la faire peser sur d'autres épaules. C'est donc à mon avis, une question de responsabilité pure et simple."

Ces citations prouvent que je n'ai pas changé d'opinion.

D'un autre côté si, par la loi de 1885, nous portions atteinte aux contrats nous mettions le remède dans la loi même. Nous aurions payé de suite, si on nous eut fait la preuve des dommages . . .

L'honorable M. **Pelletier**. — La loi n'a pas été mise en force, c'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de demande de dommages.

L'honorable M. **Flynn**. — Alors de l'aveu même de ceux qui se font les avocats des asiles, en opposition à la loi de 1885, les propriétaires des asiles violaient la loi du pays, or personne n'a le droit de combattre une loi qui offre un remède aux torts quelle peut causer.

L'honorable M. **Duhamel**. — Quand cette loi viole le droit naturel, ou le droit contractuel ?

L'honorable M. **Flynn**. — Je comprends qu'il n'en est pas ainsi quand une loi viole un principe de justice ; mais quand elle offre un remède, on ne peut s'y soustraire.

L'honorable M. **Pelletier**. — J'ai démontré l'autre jour que l'offre du recours devant les tribunaux était illusoire, puisque vous pouviez refuser la petition de droit.

L'honorable M. **Flynn**. — Ce cas est bien différent des cas ordinaires. Le Gouvernement ne pouvait refuser le recours devant les tribunaux.

L'honorable M. **Pelletier**. — Ce n'est pas l'opinion de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. **Flynn**.—Dans tous les cas, je dis la mienne. En 1887, je terminais mes remarques comme suit :

“ Je regrette que le Gouvernement ait recours à une politique d'expédients comme celle-là, en voulant rejeter la responsabilité qui lui revient sur des commissaires qui, constitutionnellement, ne peuvent la prendre sur eux.”

Aujourd'hui encore, je dis qu'il aurait dû éviter les frais que lui a fait encourir cette commission. Je ne crois pas que les autres parties de ce rapport, soient jamais acceptées par le Gouvernement. Il choisit l'une des suggestions de cette commission sur un point, parce que cela fait son affaire dans le moment, mais il laissera dormir le reste de ces rapports dans les documents publics.

L'honorable M. **Gagnon**.—Il faudra renouveler les contrats et ces suggestions pourront nous servir alors.

L'honorable M. **Flynn**.—Oh ! oui, mais alors le Gouvernement a déclaré qu'il s'assurerait d'une manière absolue le contrôle médical. En attendant, on vivra d'espérances.

J'arrive à la proposition de l'honorable député de Québec. Par le projet de loi on fait une distinction entre les deux asiles.

On interprète le contrat quant à ce qui regarde l'asile de Saint Jean de Dieu, mais on n'en fait pas autant pour celui de l'asile de Beauport. L'honorable secrétaire de la Province a déclaré que le Gouvernement avait le contrôle médical. Notons cet aveu, car il détruit la moitié des objections que l'on a soulevées contre notre loi, en autant qu'elle se rapportait à l'asile de Beauport. Mais en 1885, on ne faisait pas de distinction entre les deux asiles ; il ne faut pas s'étonner de ce changement, il peut fort bien se faire que dans quelques années, ces messieurs iront encore plus loin ; on sait qu'au fond, ils étaient en faveur de notre loi.

Je voudrais pouvoir être en position de dire à l'honorable secrétaire de la Province : Je vous félicite de traiter les deux asiles de la même manière, en appliquant votre mesure à l'un et l'autre de ces établissements.

Au contraire, il a cherché à démontrer qu'il y avait une grande différence entre les deux contrats. Je regrette de dire que la seule conclusion que l'on puisse tirer de ses arguments, c'est qu'il voit d'un mauvais œil les propriétaires de l'asile de Beauport, parce que ceux-ci lui refusent le contrôle de cette institution, il s'en venge en ne leur accordant pas la même mesure de justice qu'il étend à l'asile de la Longue-Pointe. En d'autres termes il a fait des menaces, et il nous a laissé entendre qu'il lui plaisait de garder une poire pour la soif, lorsqu'il a prononcé ces paroles : " Si je disais cela dans la loi, je n'aurais plus aucune protection contre eux, je n'aurais plus rien à faire valoir à l'encontre de leurs prétentions."

Je ne crois pas que l'honorable secrétaire de la Province pourrait trouver un seul avocat qui souscrirait publiquement à son opinion. J'ai lu toutes les clauses des deux contrats, et je déclare qu'il n'y a pas de différence essentielle sur le point qui nous occupe, je veux dire le contrôle du traitement médical. Dans le contrat avec l'asile de Beauport, il y a deux clauses qui parlent du contrôle médical, et la loi spéciale déroge à la loi générale. Il y a ici une question légale, et l'on sait que les avocats ne sont pas tous du même avis, mais on peut différer d'opinion de la meilleure foi du monde. En face du projet qui déclare que la loi viole les contrats, et en face de la question de savoir s'il y a une différence entre les deux contrats, je suis forcé de dire que je n'en vois pas.

Il est un point sur lequel porte l'argumentation de l'honorable secrétaire de la Province que je désire relever, je ne suis pas pour me constituer ici l'avocat des asiles, je parle

sur la question de principe et pas plus. Nous devons rendre justice égale à tout le monde. L'honorable secrétaire nous a dit que les propriétaires de l'asile de Beauport refusent d'obéir à ses ordres quand il s'agit du transfert des patients d'un asile à un autre. Je me permettrai d'attirer son attention sur le contrat ; il contient une clause qui me paraît y avoir été mise pour prévenir ces difficultés, en définissant clairement les droits des propriétaires : "... et qu'aucun des malades une fois admis au dit asile, ne pourra être transféré à une autre institution du même genre, sans le consentement des propriétaires du dit asile."

L'honorable M. **Gagnon**.— Jamais la Chambre n'a autorisé l'insertion d'une pareille clause, mais même en supposant quelle serait valide, elle ne pourrait s'appliquer seulement qu'après que le patient est admis. Une fois qu'il est rendu là, on le garde sans mon ordre, or c'est ce que je ne puis tolérer, car je veux que l'on respecte les ordres du Gouvernement. Cette clause ne s'applique pas, dans mon cas, bien que je la considère comme excédant l'autorisation accordée par cette Chambre.

L'honorable M. **Flynn**.—Je répète de nouveau que je ne vois pas de différence entre les deux contrats.

C'est tout ce que j'avais à dire sur cette question.

M. **Trudel**—*député de Champlain*.—M. le Président, je désire faire quelques remarques sur cette question. Je suis un des députés qui ont agité cette question dans les élections générales de 1886. Elle a été agitée non-seulement dans mon comté, mais aussi dans presque toutes les parties de la Province, et nous en avons fait l'un des principaux griefs contre le Gouvernement Ross. Le principal de tout était sa coupable indifférence sur la question du Nord-Ouest, mais la loi sur les asiles venait ensuite. Nous avons combattu cette loi parce qu'elle violait les contrats. Nous avons pour appuyer notre prétention l'opinion des

principaux avocats auxquels on avait soumis la loi et les contrats : c'étaient MM. Pagnuelo, Lamoignon et autres. Tous ont déclaré que cette loi de malheur violait les contrats.

On a dit aussi que jamais Son Eminence le Cardinal Taschereau avait déclaré que cette loi violait les contrats. Je suis en mesure d'affirmer que, lorsque nous avons commencé cette discussion Son Eminence avait dit que la loi violait les contrats ; je pourrais lire la lettre de Son Eminence....

L'honorable M. **Flynn**.—Est-ce une lettre qui a déjà été publiée ?....

M. **Trudel**.—Oui, elle a été publiée dans les journaux :

Je disais que quand nous avons commencé à combattre cette législation, nous avions pour nous l'opinion des avocats et de Son Eminence, et que si nous nous trompions, nous étions en bonne compagnie.

La commission des asiles a fait deux rapports, et tous deux concluent dans le même sens, c'est-à-dire que la loi de 1885 viole les contrats.

Ce n'est pas mon intention, M. le Président, de revenir sur tous les points de ce débat, vu que la question a été traitée d'une manière magistrale du côté des conservateurs-nationaux. L'honorable député de Dorchester a très bien exposé la question, et ses arguments n'ont pas été refutés ni par l'honorable chef de l'opposition, ni par l'honorable député de Gaspé.

On a attiré mon attention sur ce point-ci : la loi reconnaît en principe que le contrôle du traitement médical appartient au Gouvernement. Je ne suis pas assez versé dans la connaissance du droit pour pouvoir juger de cette question-là. Je ne puis dire si ce projet de loi con-

tient la reconnaissance de ce principe, mais ce que je sais, c'est que les Sœurs de l'asile de Saint-Jean de Dieu sont satisfaites ; et qu'elles acceptent ce projet de loi. Quand ces messieurs de l'opposition ont fait la loi de 1885, ils n'ont pas consulté les Sœurs. Vous avez violé les contrats sans obtenir au préalable, le consentement de l'autre partie contractante. Si aujourd'hui le Gouvernement a en principe le contrôle médical, ce n'est qu'avec l'approbation des Sœurs de la Longue-Pointe. Le Gouvernement a rendu justice à ces zélées religieuses, voilà pourquoi je voterai en faveur de ce projet de loi. Le Gouvernement donne de fait le contrôle médical aux Sœurs de Saint-Jean de Dieu, contrôle que vous leur avez refusé avec obstination.

On dit que c'est là le seul grief qui était formulé. Mais qu'on lise donc la lettre de Monseigneur Laflèche ! J'entendais l'honorable chef de l'opposition parler avec ironie de ceux qui s'étaient élevés contre l'omnipotence de l'Etat, du caractère révolutionnaire de cette législation. Quel est l'homme qui a soulevé ce point-là ? C'est l'un des évêques les plus distingués de la Province. Voici ce que disait Monseigneur Laflèche dans sa lettre en date du 6 novembre 1887, adressée à la commission des asiles :

“ C'est pour avoir méconnu ce principe fondamental du droit de propriété, et s'être appuyé sur le faux principe de l'omnipotence de l'Etat que le statut de 1885 a soulevé tant de difficultés, et que le Gouvernement s'est trouvé dans l'impossibilité morale de le mettre en opération. ”

Le mépris et l'ironie de l'honorable chef de l'opposition s'adressent non pas à nous, mais à l'évêque de Trois-Rivières.

M. Picard.—L'honorable député va-t-il aller jusqu'au bout et demander que le Gouvernement accorde le même privilège à l'asile de Beauport.

M. Trudel.—Je vous ai donné mon opinion, et j'y reviendrai si c'est nécessaire.

Il n'est pas question pour le moment de discuter l'affermage de nos asiles. Je n'hésite pas, cependant, à me prononcer en faveur du système d'affermier ces établissements à nos communautés religieuses. Je dis que l'Etat a tout à y gagner en faisant des contrats avec ces communautés, car il est prouvé que l'asile de Saint-Jean de Dieu a donné satisfaction sous tous les rapports. C'est peut être l'asile le mieux tenu que nous ayons dans toute l'Amérique. Je regrette que le Gouvernement ne nous ait pas dit, qu'il entendait renouveler le contrat avec l'asile de la Longue-Pointe, pour un grand nombre d'années. L'Etat doit prendre toutes les mesures possibles pour donner aux malades le meilleur traitement médical ; quant aux incurables, l'Etat doit surtout avoir en vue de leur donner tout le confort qu'ils avaient dans leur propre famille.

Le Gouvernement ne peut mieux faire que de confier ces patients à des personnes qui ont fait le sacrifice de tout au monde, pour se consacrer au soulagement de toutes les misères humaines quel qu'elles soient. Et certes, personne ne me contredira lorsque je dirai que les Sœurs sont les meilleures gardes-malades que l'on puisse avoir.

Je voudrais répondre à quelques-unes des attaques de l'honorable chef de l'opposition, mais je releverai tout d'abord les points les plus importants du discours de l'honorable député de Beauce.

Il nous a dit que la Chambre avait été unanime en 1885. Je crois qu'il a fait erreur. Si j'en juge par le compte-rendu des *Débats* de cette Chambre, l'honorable député de Bonaventure ainsi que l'honorable M. Beaubien auraient parlé contre cette loi. Au Conseil législatif, les honorables MM.

Archambeault et Hearn ont aussi parlé contre. Il n'y a donc pas eu unanimité.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—Quelle différence faites-vous entre un homme qui parle contre et vote ensuite pour une loi lorsqu'elle a été modifiée dans le sens qu'il désirait, et l'assertion que j'ai faite qu'il y avait eu unanimité?

M. **Tri del**.—S'ils ont voté pour ensuite, c'est leur affaire ; dans tous les cas, j'ai prouvé que tout le monde n'en était pas satisfait.

L'honorable chef de l'opposition s'est amusé à faire des farces, mais il n'a pas réfuté un seul des arguments de l'honorable député de Dorchester. Dans la seconde partie de son discours, il s'est attaqué à moi en particulier. Le chef de l'opposition en veut aux nationaux ; chaque fois qu'il parle il a toujours des attaques à diriger contre nous. C'est sans doute parce que nous ne l'avons laissé que trois jours au pouvoir.

Le chef de l'opposition, a tenu une conduite indigne d'un chef de parti, il s'est servi d'une lettre qu'il savait avoir été volée. Je ne voudrais pas qualifier sa conduite car je ne pourrais trouver des termes parlementaires assez énergiques pour rendre ma pensée. S'il m'était permis de fouiller dans ses poches, nous en verrions de belles ! . . .

Je déclare, M. le Président, qu'on a tronqué cette lettre pour en faire une arme politique contre moi.

Le chef de l'opposition a parlé avec mépris d'une certaine école. Nous n'appartenons à aucune école en particulier. Nous sommes nationaux et la seule différence qu'il y a entre lui et nous, c'est qu'il est un conservateur tory, tandis que nous sommes des conservateurs nationaux.

A six heures la séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

L'ACCUSATION DE L'“ELECTEUR” CONTRE LE GOUVERNEMENT-ROSS.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Voici, M. le Président, la déclaration dont j'ai parlé cette après-midi.

Le journal *l'Electeur* a publié ce matin, 7 mars 1889, un article ayant en tête les mots :

A PROPOS DE TRIPOTAGES.

Une bonne occasion pour les dénicheurs de scandales.

Comment l'ex-Gouvernement Ross-Taillon a soutiré \$100.000 en billets promissoires de deux entrepreneurs publics.

et dans lequel se trouve le passage qui suit :

“ Mais ce qu'il y a de mal, par exemple, c'est l'action d'un Gouvernement qui fait des propositions scabreuses à ses entrepreneurs, et s'entend avec eux pour dépouiller le public et se partager par moitié, pour des fins de corruption électorale, le produit de ce marché honteux. C'est pourtant ce qu'a fait le Gouvernement Ros Taillon en 1886, à la veille des élections générales. Deux entrepreneurs étaient alors en instance auprès des ministres pour obtenir le paiement de deux réclamations de \$100,000 chacune que le département des travaux publics refusait de reconnaître. Après bien des pourparlers, on en vint à une entente : les ministres, faute de fonds, promettant de reconnaître la légitimité de ces réclamations contestées, à la seule condition que les entrepreneurs souscriraient généreusement au fonds électoral par billets promissoires de \$50,000 chacun. Avec

cette contribution obtenue au détriment du trésor, on espérait empêcher M. Mercier d'arriver au pouvoir ; mais la somme n'était pas assez forte pour corrompre les nationaux de la Province de Québec, et aujourd'hui le chat sort du sac. *Murder will out*, comme disent pittoresquement les Anglais.

“ En voilà assez pour mettre l'eau à la bouche des dénicheurs de scandales de l'opposition, MM. Flynn, Nantel, LeBlanc et autres. Nous n'avons pas besoin, nous, de sortir du terrain politique pour leur indiquer des occasions superbes d'exercer leurs merveilleuses aptitudes pour le métier de détective et d'accusateur public. De plus, nous ne parlons pas à la légère comme M. Nantel le fait en ce moment dans ses lettres à son journal la *Presse*, où il écrit toutes sortes de polissonneries indignes d'un gentleman : ces deux billets de \$50,000 on les a vus, de ses yeux vus, ce qui s'appelle vu !

“ M. Flynn, qui faisait alors partie du ministère et qui a dû avoir connaissance de la transaction, n'a qu'à assigner devant le comité des comptes publics le directeur de ce journal : M. Pacaud se fera un plaisir de désigner au comité la personne qui est actuellement en possession des deux billets promissoires.

“ L'invitation s'adresse aussi à vous monsieur Nantel, qui déversez quotidiennement dans votre journal la *Presse* tout le fiel que peut contenir le viscère qui vous tient lieu de cœur, à vous qui pratiquez la courtoisie qu'on se doit entre confrères en parlant des journalistes ministériels comme on parle de son domestique, à vous qui savez vous venger si spirituellement de ceux qui ne pensent pas comme vous, en leur refusant systématiquement le nom de monsieur. Il paraît que vous avez juré de dénicher au moins l'ombre d'un petit scandale avant la clôture de la session : en voici un, bien réel, bien tangible. Hâtez vous de convoquer le

comité des comptes publics et de le saisir des étranges révélations de l'*Electeur* : c'est votre devoir d'homme vertueux et probe. Vite ! car d'autres pourraient bien vous devancer."

Les membres de cette Chambre ci-après nommés ont été membres du cabinet Ross de 1884 à janvier 1887, savoir :

M. Blanchet, député de Beauce,		
" Flynn,	"	" Gaspé,
" Robertson,	"	" Sherbrooke,
" Lynch,	"	" Brome,
" Taillon,	"	" Montcalm.

Cette accusation portée contre le cabinet Ross et contre ceux qui en ont fait partie n'est qu'une infâme calomnie ; elle est entièrement fausse.

J'ai l'honneur de proposer :

" Qu'il soit résolu que l'intérêt public, la dignité de cette Chambre et l'honneur de ceux qui composaient l'administration Ross, exigent une enquête sur les faits et choses mentionnés dans les lignes ci-dessus citées de l'*Electeur*, et qu'il soit nommé un comité spécial composé de cinq membres (dont l'auteur de la motion ne fera pas partie) pour faire telle enquête avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de prendre les témoignages sous serment et par écrit, de faire rapport de temps à autre et, s'il est nécessaire, de siéger après la prorogation de la Législature."

M. le Président, je ne ferai pas de commentaires. Nous attendrons que le comité ait fait son rapport.

En 1884, c'était l'accusateur qui demandait l'enquête aujourd'hui c'est bien différent, se sont les accusés qui la sollicitent. En 1884, l'honneur et la dignité de cette Chambre n'étaient pas aussi fortement engagés qu'ils le sont maintenant. En effet, l'honorable M. Mousseau était sorti de la politique locale, et M. Bergeron était député fédéral,

tandis que dans ce cas-ci il s'agit de personnes qui sont membres de cette Chambre.

Nous ne demandons que justice, et pour ma part je me sentirais humilié si on croyait que je cherche autre chose.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — J'agirai spontanément, en suivant l'impulsion du devoir et de la loyauté envers des adversaires politiques que je combats, mais que je respecte. Je suis d'opinion que nous ne pouvons pas refuser une enquête. L'accusation portée est très sérieuse, et il est juste que l'opposition ait le droit de mettre l'accusateur en état de prouver ses allégués. Pour ma part, j'accorde l'enquête, et j'espère que je serai supporté par mes collègues, malgré que la demande soit tout à fait irrégulière, n'était point faite dans la forme parlementaire. Nous ne sommes pas des sauvages ; nous sommes habitués à nous respecter, car nous sommes des amis dans la vie sociale.

Si le comité ne peut pas terminer l'enquête avant la fin de nos travaux, nous passerons une loi comme en 1884, pour l'autoriser à les continuer après la prorogation.

Cette accusation est niée, et comme elle est portée par un journal respectable, il convient d'accorder une enquête. En 1884, j'ai demandé d'être protégé, mais la majorité m'a refusé la protection à laquelle j'avais droit ; je ne suivrai pas cet exemple. Je verrai à ce que les membres du comité rendent justice aux personnes intéressées. C'est ce qu'on n'a pas fait pour moi. En 1884, on a composé le comité de manière à ce que quelques-uns de mes ennemis personnels eussent le contrôle. Je verrai à ce que le contrôle, cette fois-ci, soit accordé de manière à ce que justice soit rendue au cabinet Ross, au Gouvernement et au journal *l'Electeur*. Il faut que ceux qui seront choisis pour faire cette enquête soient en état de rendre un verdict honnête.

L'honorable M. **Taillon**.—Je crois que nous allons facilement nous entendre. En 1884, le premier ministre, après avoir fait sa déclaration, a soumis une proposition identique à la mienne quant à la forme, puis il a donné les noms des membres du comité, et nous les avons acceptés. Je crois que mon choix vaut celui que l'honorable premier ministre avait fait alors.

J'ai l'honneur de proposer que MM. David, Lafontaine, Lareau, Casgrain et Desjardins composent le dit comité.

M. **David**—*député de Montréal-est*.—Je suis flatté du choix de mon honorable ami, mais je ne crois pas devoir accepter. J'ai fait ma part de travail pendant cette session, et je ne sais si après la prorogation je pourrai remplir ce devoir. Du reste, je ne me crois pas en état de m'acquitter de ces fonctions.

L'honorable M. **Taillon**.—Oh ! ce ne sera pas long.

L'honorable M. **Mercier**.—En effet, d'après les informations que j'ai, le travail ne se prolongera pas. Si par impossible ce n'était pas fini avant la prorogation, nous prendrons les moyens de rencontrer les objections de mon honorable ami.

Les deux propositions sont adoptées.

SUITE DE LA DISCUSSION SUR LA LOI DES ASILES D'ALIÉNÉS.

M. **Trudel**.—M. le Président, lorsque vous avez laissé le fauteuil, à six heures, j'avais à peu près fini mes remarques sur cette question, et je les aurais certainement terminées si les députés de Terrebonne et de Laval, avec leur courtoisie ordinaire, ne m'en avaient empêché.

Je regrette que l'honorable chef de l'opposition ait profité de ce débat, pour renouveler ses attaques contre les nationaux. J'ai réfuté une partie de ces attaques. Il a parlé avec mépris d'une certaine école, cependant il n'a pas toujours

pensé ainsi. Si je revois les journaux de 1871 et 1872, je constate que l'honorable chef de l'opposition a même mis son nom au bas d'un document qu'on a appelé, si je ne me trompe pas, le programme catholique, et qu'il a poussé le zèle jusqu'au point de se lancer dans la lutte dans le comté de Champ'ain, en faveur du directeur de l'*Etendard*.

Je répondrai maintenant à l'honorable député de Gaspé. S'adressant à moi, il s'est écrié que je n'étais pas convaincu que cette loi donnait réellement satisfaction, mais que j'allais la voter quand même, pour ne pas faire de la peine aux ministres. Je repousse cette accusation de toutes mes forces. Quand le Gouvernement ne soumettra pas de bonnes mesures, et personne n'est chargé de juger pour moi si ces mesures sont bonnes ou mauvaises, je ne regarderai pas de faire de la peine aux ministres en votant contre, comme je l'ai fait pendant cette session.

L'honorable député de Gaspé a parlé de la commission et de l'argent qu'elle a coûté. Il est vrai qu'on aurait pu éviter cette dépense, il est vrai qu'on aurait pu se dispenser des services de cette commission, mais il n'appartient guère à ces messieurs de ce côté-ci de la Chambre de faire des reproches à propos de commission, eux qui ont nommé la commission royale pour faire une enquête sur la vente du chemin de fer du Nord, commission qui a coûté fort cher et je ne sache pas qu'elle ait rapporté un grand bénéfice à la Province.

L'honorable député de Gaspé nous a dit qu'il ne savait pas l'heure ou la date à laquelle nous avons changé de parti. C'est tout le contraire avec moi, car je me rappelle le jour et la date où il a laissé le sien.

Pour répondre à l'interruption que l'honorable député de Richmond et Wolfe m'a faite cette après-midi, je lui dirai que, suivant moi, la majorité de la commission n'a pas rendu justice à l'asile de Beauport. J'ai visité cet asile et

je dois dire qu'il n'est pas tenu comme le dit le rapport de la majorité. Pour des laïques il est difficile qu'un tel établissement soit mieux tenu. Je désire que cet asile soit mis sur le même pied que celui de Saint-Jean de Dieu. Je crois, cependant, que, dans ce cas, le Gouvernement a plus de latitude que par le contrat avec l'asile de la Longue-Pointe. Dans le contrat avec l'asile de Beauport, le Gouvernement s'est réservé un droit qu'il n'a pas par l'autre contrat, je veux parler du contrôle exercé par les inspecteurs de la Province, c'est pourquoi je ne crois pas que par la loi de 1885 le Gouvernement ait violé ce contrat.

M. le Président, j'ai visité aussi l'asile du Dr McKay et j'ai été surpris de voir un asile aussi bien tenu par un laïque.

Néanmoins malgré ces éloges faites de bon cœur mais non sans restrictions, je répète de nouveau que, dans mon opinion, le Gouvernement y gagnerait beaucoup s'il remettait tous nos asiles sous le contrôle et les soins des communautés religieuses.

M. **Casgrai** v.—L'honorable député a dit que l'asile de Beauport était soumis au contrôle des inspecteurs de la Province tandis qu'il n'en est pas ainsi par le contrat avec l'asile de Saint-Jean de Dieu. Je me vois forcé de contredire cette assertion, la même clause existe pour les Sœurs. Quant à ce qui concerne cette inspection, les deux asiles sont sur le même pied.

M. **Trudel**. — Pardon, cette clause parle d'ordonnances. . . .

“ Que les dits propriétaires seront tenus de se conformer à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances ” j'attire votre attention sur ces mots : “ qui leur seront faites et données par le ou les médecins visiteurs nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et aussi à tous les ordres

qui pourront leur être donnés par le secrétaire ou par le Gouvernement de cette Province.”

M. Casgrain.—Les termes ne sont pas les mêmes, mais au fond, c’est la même chose.

M. Trudel.—Je comprends que la clause dont parle l’honorable député concerne les visites des médecins, mais il n’est pas question d’ordonnance de la part du secrétaire de la Province.

Je crois que le Gouvernement y gagnerait beaucoup sous tous les rapports en mettant tous nos asiles sous la direction des Sœurs ; ce serait un grand pas de fait en faveur de nos malades. Nous verrons dans le temps ce que le Gouvernement se proposera de faire.

Si toutefois il veut mettre ces établissements sous le contrôle de l’État, nous aurons notre mot à dire et malgré ce qu’en pense l’honorable député de Gaspé, je ne craindrai pas de me prononcer contre une telle mesure si le Gouvernement prenait une telle décision.

L’honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce*.—Je ne répèterai pas, M. le Président, ce que j’ai dit l’autre jour. L’honorable député de Champlain vient de défendre le passé et la part que son parti a prise dans les élections. Il a rappelé la lettre écrite par Son Eminence le Cardinal Taschereau. Puisque l’honorable député y tient, je vais citer le texte même de cette lettre pour ce qui a rapport à la question qui est devant la Chambre.

Voici ce que Son Eminence disait à la date du 14 septembre 1886 :

“ Dans votre lettre du 10 courant, vous me demandez si
“ la loi des asiles d’aliénés, passée en 1885, contient réelle-
“ ment aucun article qui puisse sérieusement être interprété
“ comme portant atteinte aux immunités ecclésiastiques,

“ étant donné le contrat existant entre les Sœurs de la Providence et le Gouvernement. ”

“ J’ai d’abord étudié dans un bon auteur de droit canonique le chapitre qui traite des immunités ecclésiastiques ; puis j’ai lu et relu la loi de 1885 et le contrat passé en 1875 entre le Gouvernement et les Sœurs.

“ Je n’ai pu découvrir contre quelle immunité cette loi pouvait pécher. Elle ne me paraît pas aller au delà de ce que le contrat autorise le Gouvernement à faire. Divers documents manuscrits et imprimés en janvier dernier, me donnent lieu de croire que les Sœurs elles-mêmes ne se plaignent pas de la loi, mais de la manière dont elle serait exécutée, si le Gouvernement changeait notablement la proportion du nombre des patients idiots et des patients aliénés qui leur seraient confiés. La pension des uns et des autres étant la même, mais les frais exigés pour les idiots étant moins considérables, les Sœurs seraient privées de ce profit dont elles ont besoin si le nombre des idiots était diminué considérablement. C’est donc une question d’équité et non d’immunité ; une question d’administration et non de légalité. ”

L’honorable député de Champlain a cité une autre lettre en date du 17 mai 1885, mais il devrait savoir que ces lettres ont été écrites à une époque où la loi n’était pas encore définitivement adoptée, qu’elle a été ensuite modifiée de manière à donner satisfaction aux demandes qui nous avaient été adressées.

Il y a des députés qui ont parlé contre le projet tel que primitivement soumis, mais c’étaient de nos propres amis et non pas des membres de l’opposition d’alors. C’est dû à l’intervention de l’honorable M. Beaubien si nous avons défini ce qui devait être entendu par traitement médical. Ce monsieur représentait les intérêts de l’asile de la Longue Pointe, ou agissait sous la direction des avocats de cet asile.

L'honorable député de Dorchester ne s'est pas contenté de critiquer l'ancien Gouvernement, il m'a aussi attaqué personnellement. Il a prétendu que j'avais manqué de respect aux Sœurs de l'asile de Saint-Jean de Dieu, en ne répondant pas à leurs lettres. Chaque fois que j'ai reçu de leur part des lettres qui exigeaient une réponse, je l'ai donnée, mais quand il s'agissait de communications qu'il me fallait transmettre au bureau médical, je les lui renvoyais comme c'était mon devoir. Jamais je n'ai manqué de courtoisie à l'égard de ces religieuses, au point de ne pas répondre à des lettres, lorsque ces lettres exigeaient une réponse de ma part.

L'honorable député a aussi affirmé que le bureau médical avait constamment persécuté les propriétaires de l'asile de la Longue-Pointe et il a lu une lettre dans laquelle la supérieure se plaignait de certains règlements dont elle avait raison de se plaindre. Jamais, M. le Président, le bureau n'avait reçu ordre de persécuter les propriétaires de cet asile que parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre à cette loi, et jamais il n'est venu à l'esprit d'aucun des membres du Gouvernement de leur faire du mal pour les contraindre à accepter cette législation. Nous aurions bien pu, comme en 1879, sous le Gouvernement libéral de M. Joly, aller dans cet asile et constater qu'il y avait là un certain nombre de patients qu'il aurait été plus avantageux pour la Province de transporter ailleurs, bien que les Sœurs en eussent souffert au point de vue du revenu. Nous n'en avons rien fait pour ne pas avoir l'air même d'agir par animosité contre elles.

Nous avons fait des représentations sur ce point-là ; nous avons dit qu'il y avait des idiots qui étaient dans cet asile en contravention avec la loi. Voilà, M. le Président, tout ce que l'on peut citer pour soutenir l'accusation que nous avons voulu persécuter les Sœurs de l'asile Saint Jean de Dieu. Les inspecteurs sont à la disposition de la Cham-

bre, qu'on les fasse venir et je suis certain qu'ils diront qu'ils n'ont jamais reçu ordre du Gouvernement de persécuter les propriétaires de cet asile.

L'honorable secrétaire de la Province a dit : Vous étiez en faveur d'une loi qui violait les contrats, et aujourd'hui nous présentons une loi pour déclarer que votre loi n'aura d'effet qu'en autant qu'elle ne violera pas les contrats, et vous venez vous-mêmes déchirer votre législation en appuyant une proposition qui demande de la mettre de côté même pour ce qui concerne l'asile de Beauport.

M. le Président, nous avons défini notre position d'une manière bien exacte. Nous avons dit quel était le but et le sens de la loi de 1885 et nous avons prétendu que cette loi interprétée telle qu'elle devrait l'être, ne violerait pas les contrats. Il n'était pas nécessaire de diviser la Chambre ; elle savait que le Gouvernement avait décidé depuis longtemps de faire cette loi ; nous savions qu'il s'agissait d'une espèce de contrat entre le Gouvernement et les Sœurs.

L'honorable secrétaire de la Province nous a demandé si nous ne devrions pas tenir compte des concessions qu'il a obtenues des Sœurs. Je comprends par là qu'il y a eu quelque chose de promis. Puisque le Gouvernement a changé d'opinion du moment qu'il a pris la contre-partie de ce qu'il disait en 1885, lorsque ces messieurs prétendaient que notre loi n'allait pas assez loin, il s'en suit rigoureusement qu'il n'appartient pas au Gouvernement, après s'être contredit de cette façon-là, de nous reprocher de ne pas prendre le vote. Nous n'avons pas voulu fournir à ces messieurs l'occasion de dire qu'ils ne sont plus en faveur du contrôle médical exercé par le Gouvernement.

Nous pourrions dire que non seulement vous vous êtes contredits, mais par cette loi vous faites une différence injuste entre les deux contrats qui sont en tout semblables. Les clauses sur lesquelles le Gouvernement s'appuie pour se

justifier, vont contre sa prétention. Voici le contrat avec l'asile de Saint-Jean de Dieu.

“ Les personnes ainsi confiées aux dites Sœurs seront soumises à la surveillance, inspection et direction des médecins et inspecteurs des prisons que le dit Gouvernement pourra nommer à cette fin et les dites Sœurs s'engagent à donner à ces médecins et inspecteurs, toutes les facilités nécessaires pour faire leurs visites et à leur fournir les renseignements dont ils pourront avoir besoin. ”

Je le demande, M. le Président, si cette clause n'est pas aussi large que celle que l'on trouve dans le contrat de l'asile de Beauport ? Est-ce que cette clause ne veut pas dire que les Sœurs devaient se soumettre aux ordres qui leur seraient donnés par les médecins visiteurs et les inspecteurs ? Je suppose que les médecins leur auraient dit : Voici telle et telle personne qui ne devrait pas être dans votre asile, mais qui devaient être transférées ailleurs, est-ce que les Sœurs n'étaient pas obligées par cette clause du contrat de se soumettre ? Ou bien encore : vous allez donner aux malades un certain nombre d'heures d'exercice en plein air en dehors de la maison, est-ce que les Sœurs n'étaient pas obligées de suivre cet ordre ? Je dis que par cette clause, les Sœurs se soumettaient d'avance à tous les ordres qui leur seraient donnés.

On a dit que si elles s'étaient soumises à notre loi, elles seraient devenues les servantes de l'Etat. On pourrait aller très loin en adoptant un tel raisonnement. Quand une communauté religieuse consent à un tel contrat, est-ce qu'elle ne se soumet pas d'avance à tous les ordres que le Gouvernement veut lui donner par l'entremise de ses employés, soit médecins visiteurs, soit inspecteurs. Quelle différence y a-t-il entre ces ordres-là, et ceux que le bureau médical aurait pu donner ?

Si, maintenant, on lit la clause dans le contrat de l'asile de Beauport, on voit qu'il n'y pas de différence. Voici cette clause : " Que les dits propriétaires seront tenus de se conformer à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances qui leurs seront faites et données par le ou les médecins visiteurs, nommés par le Lieutenant Gouverneur en conseil, et aussi à tous les ordres qui pourront leur être donnés par le secrétaire ou par le Gouvernement de cette Province."

Je ne vois aucune différence essentielle entre ces deux clauses ; le Gouvernement commet donc une injustice en ne mettant pas les deux asiles sur le même pied. Je crois qu'il est souverainement injuste de faire une telle distinction, et de laisser la question dans l'état où elle se trouve par ce projet de loi.

Le dernier article du projet dit :

" Les articles précédents du présent chapitre ne s'appliquent aux contrats existant le neuf mai 1885, que dans leurs dispositions compatibles avec l'interprétation ordinaire des contrats, lesquels doivent être exécutés suivant leur forme et teneur.

" Néanmoins, pour éviter tout malentendu, l'entrée, la mise en liberté sur essai, et la décharge des patients, leur visite et examen, leur transfert d'un asile à un autre quand tel transfert n'est pas défendu par le contrat, le contrôle du service médical lorsque tel contrôle n'est pas refusé au Gouvernement par le contrat, restent attribués au Gouvernement et à ses officiers."

Il n'y a rien de défini dans cette clause, et les mêmes difficultés peuvent surgir encore. On constate bien les difficultés, mais la loi ne dit pas qui les décidera, qui dira quelles sont les clauses de la loi, qui seront compatibles avec les contrats. Après l'adoption de ce projet, nous serons

dans la même position qu'auparavant. Le Gouvernement aurait du prendre une position nette et tranchée sur cette question, et le moins qu'il aurait pu faire c'aurait été de rendre justice égale aux deux asiles. Dans ces circonstances je demanderai la permission d'ajouter les mots suivants à l'amendement :

“ Vu qu'il n'y a dans les contrats entre le Gouvernement et ces deux asiles, aucune différence essentielle au point de vue du traitement médical et qu'il résulte des déclarations ministérielles, que la loi proposée n'est que le résultat d'un compromis entre le Gouvernement et l'asile Saint-Jean de Dieu. ”

M. Legris—*député de Maskinongé*.—La discussion qui a été faite, n'est pas restée dans les limites tracées par l'honorable secrétaire de la Province, et je ne m'en étonne pas, car elle ne devait pas y rester non plus, puisqu'elle nous fournissait la meilleure occasion possible, d'exprimer complètement notre opinion sur cette question, qui a fait tant de bruit depuis le passage dans le pays, du trop fameux docteur Tuck.

L'honorable premier ministre a ramené le débat sur son véritable terrain en posant les deux questions suivantes qui résument bien pour moi toute la discussion : La loi de 1885 viole-t-elle les contrats ? En second lieu, est il convenable de respecter les contrats ?

Sur la première question, il me serait très difficile d'ajouter des arguments nouveaux à ce qui a déjà été dit ; d'ailleurs il est admis qu'il y a violation de contrat même par les membres de l'opposition, qui ont tout intérêt à soutenir le contraire. Au reste personne parmi les adversaires du cabinet, n'a fait une discussion sérieuse pour établir que la loi ne viole pas les contrats.

Nous devons les respecter parce qu'au moyen de ces contrats nous donnons à nos aliénés les soins dont ils ont

besoin, les soins les meilleurs que nous puissions leur donner. A ce point de vue, nous devons dans l'intérêt même de la Province, continuer ces contrats, sur tout en ce qui se rapporte à l'asile de Saint-Jean de Dieu aussi longtemps que possible.

Je viens de visiter l'asile de la Longue-Pointe, et je vous le dis en toute sincérité, M. le Président, j'ai été vivement impressionné de la manière dont on y traite les aliénés. Je regrette qu'au lieu de leur rendre les hommages auxquels elles ont droit, on s'applique dans le rapport de la majorité de de la commission, à rabaisser le mérite des bonnes Sœurs qui dirigent cet établissement. Cet asile est tenu sur un pied qui ne laisse absolument rien à désirer.

J'ai dit tout à l'heure qu'il était dans l'intérêt même du Gouvernement de respecter les contrats, et à l'appui de cette opinion, que l'on me permette d'attirer l'attention de la Chambre sur un article de journal. Dans cet article on prouve que l'entretien des aliénés coûterait beaucoup plus cher, si les asiles étaient sous le contrôle direct de l'Etat.

L'auteur donne des chiffres qui prouvent que l'intérêt financier de la Province nous oblige à continuer les contrats. Nous en avons un exemple : combien nous ont coûté les aliénés dans l'asile du docteur Howard? N'est-il pas vrai qu'ils nous coûtaient chacun \$132 par tête? Il ne faut pas croire qu'ils nous coûteraient moins cher si nos asiles étaient sous le contrôle immédiat du Gouvernement. J'en ai dit assez pour me dispenser de retenir la Chambre plus longtemps sur ce sujet là. Personne ne met en doute l'assertion suivante à savoir : que les soins donnés à l'asile de Saint-Jean de Dieu, ne laissent rien à désirer, et je maintiens que le Gouvernement n'a pas assez d'argent, quand bien même il réunirait ensemble toutes ses ressources, pour donner des soins aussi charitables que ceux prodigués par

les Sœurs moyennant la modique somme que nous leur payons.

L'honorable chef de l'opposition a fait l'autre jour un discours vraiment étonnant. Jamais je n'ai entendu parler aussi longtemps pour dire des choses aussi peu sérieuses, jamais je n'ai entendu un discours contenant des choses aussi insignifiantes. Nous le connaissions pour un homme d'esprit, il n'avait donc pas besoin de nous parler pendant des heures pour nous prouver qu'il en avait. Mais ce n'est pas avec cela qu'il entraînera le pays ; ce ne sont pas avec des réparties plus ou moins justes mais bien tournées, qu'il réussira jamais à détruire le formidable réquisitoire fait par l'honorable député de Dorchester.

Les attaques de l'honorable chef de l'opposition étaient surtout dirigées contre nous les nationaux, cela ne nous a pas surpris, car depuis le 10 novembre 1885, nous n'avons pas cessé de recevoir les attaques de la presse *bleue-tory*. Il n'est donc pas surprenant que dans cette Chambre, nous soyons encore l'objet de leurs sarcasmes les plus piquants, cela fait partie d'un système dont nous nous moquons après tout ; nous avons fait un pacte avec les anciens libéraux, et nous leur avons donné loyalement la main. Depuis ce temps, nous n'avons eu qu'à nous féliciter de leur alliance, et nous n'avons encore à l'heure qu'il est, qu'à nous féliciter du Gouvernement qui garde dans ses rangs des hommes comme ceux qui y sont aujourd'hui. Nous n'avons qu'à nous féliciter d'avoir donné notre adhésion à un chef, comme l'honorable premier, bien qu'il ait été l'homme le plus attaqué, le plus vilipendé après, bien entendu, l'honorable M. Trudel.

Nous n'avons qu'à nous féliciter de le voir recevoir des distinctions de la cour de Rome et des autres pays. Nous croyons qu'il tient d'une main ferme le drapeau national, et nous croyons que ce drapeau est assez large pour couvrir

de son ombre, tous les hommes de bonne volonté, quelque soit leur nationalité ou leurs croyances religieuses. Bien que ces remarques n'aient pas trait directement aux amendements qui sont devant la Chambre, j'aime à croire que l'on me pardonnera cette digression, vu que la chose est arrivée à plusieurs des orateurs qui m'ont précédé.

Il y un autre point auquel on n'a pas fait allusion encore, et qui vaut la peine d'être relevé. Il y a deux rapports devant la Chambre émanant de la commission des asiles ; l'un de ces rapports, surtout celui de la majorité, a été répandu à profusion dans le public, on en a même tiré deux éditions. L'autre est resté bien méconnu, et je crois que c'est le plus conforme à la vérité. Mon intention est d'exposer devant le pays les inexactitudes que contient le rapport de la majorité. A la page 83, nous voyons que la commission, rendue dans l'asile de Saint-Elizabeth de Washington s'est extasiée, voici ce qu'elle dit :

“ Les chambres des patients, salles, passages sont tous meublés et décorés avec goût et même avec profusion. Les passages garnis de chaises, de fauteuils, avec gravures, *chromos* couvrant les murs, occupent le milieu de chaque partie de la bâtisse, et chaque côté sont les chambres et dortoirs. Vers le milieu de la longueur de ces passages et quelquefois aussi aux extrémités, au lieu de chambres, il y a des enfoncements ou espaces libres s'étendant sur toute la largeur, formant des boudoirs, ou salles de travail, ou *sitting rooms*, très éclairées et très confortables. Il y a beaucoup de fleurs dans les fenêtres, avec quelques cages d'oiseaux, le tout d'un aspect splendide. Une partie des patients passent leur journée là, travaillant ou lisant les journaux.”

A la page 86, parlant de l'asile *Mount Hope Retreat*, de Baltimore, le rapport dit :

“ Pour ce qui est de l'ameublement et de la tenue, cet

asile parait offrir beaucoup de confort et être très proprement tenu.

“ Les corridors sont spacieux, bien éclairés. Il y a au milieu, de jolis boudoirs, et à chaque bout, des salles d’amusement. Il y a aussi plusieurs salons joliment meublés avec fauteuils, guéridons, sofas, et un piano dans chacun, où les malades vont s’amuser. Il y a un réfectoire attenant à chaque quartier. La nourriture est bonne et variée ; soupe, viande, deux ou trois espèces de légumes dessert tous les jours.

“ On donne aux malades des conférences et des représentations théâtrales, tous les mois et même plusieurs fois par mois. A l’heure qu’il est, on prépare quelque chose pour la fête de Saint-Patrice, et certains patients ont des rôles à remplir.”

Quand on arrive à l’asile de Norristown, on s’écrie poussé par l’admiration qu’il y a même un corps de musique. Voici ce que l’on dit à la page 92 :

“ On a même un corps de musique composé complètement de musiciens choisis parmi les patients, à l’exception du directeur. Nous leur avons entendu exécuter plusieurs morceaux, et ils l’ont fait avec une grande précision. Le directeur, nous dit que presque tous n’ont appris la musique que depuis leur internement.”

On n’a pas besoin d’aller aux Etats-Unis, pour trouver un corps de musique dans un asile d’aliénés. Qu’on aille à la Longue-Pointe, qu’on ouvre les yeux, et on en trouvera un qui peut-être, est supérieur à ceux que l’on trouve aux Etats-Unis.

A la page 87, on mentionne encore l’asile de Norristown, et voici ce que l’on dit :

“ A deux milles de la ville de Norristown, cet asile, le plus considérable peut-être des Etats-Unis, occupe un ter-

rain d'un demi-mille de circonférence, pour le seul emplacement de ses seize énormes bâtisses en briques, à deux et trois étages et disposées en demi-cercle. Ces seize bâtisses séparées, sont reliées par des passages ouverts, à la hauteur du rez-de-chaussée. Les alentours n'offrent rien de remarquable, quelques arbres et une grande ferme de cinq cents acres, de sorte que l'air n'est intercepté d'aucun côté, ce qui, joint à la disposition des bâtisses en pavillons séparés, rend la ventilation très facile."

On dit que l'asile est situé à deux milles de Norristown, et on ne fait aucune remarque à ce sujet-là. A la page 121, parlant de l'asile de Toronto, on dit :

" L'asile de Toronto est le seul de ceux que nous ayions visité qui soit situé dans les limites de la ville. Il se trouve cependant assez isolé, en ce sens qu'il est entouré de vastes jardins potagers, parterres et vergers."

Comme on le voit, on trouve que cet asile est assez isolé, bien qu'il soit situé dans les limites mêmes d'une grande ville comme Toronto. A Norristown, bien que l'asile soit à deux milles seulement de la ville, on le trouve encore assez isolé ; mais s'agit-il de l'asile de Saint-Jean de Dieu, voici ce que l'on dit à la page 31 :

" L'asile Saint-Jean de Dieu, vulgairement appelé " Asile de la Longue-Pointe," parce qu'il se trouve dans la paroisse de ce nom, est situé sur les bords du fleuve Saint-Laurent, à environ sept milles de Montréal. Il occupe un site magnifique ; l'air est pur et les paysages environnants sont charmants. Il était suffisamment isolé lors de sa fondation ; mais l'extension que prend la population dans cette localité, menace de faire perdre avant longtemps cet avantage à l'asile."

Comment se fait-il donc que pour l'asile de Norristown on ne trouve pas un mot de blâme bien que cet asile ne soit qu'à deux milles de la ville ; et comment se fait-il qu'on

trouve que celui de Toronto est suffisamment isolé bien qu'il soit dans les limites mêmes de la ville, parce qu'il est entouré de jardins potagers et qu'on ne puisse s'empêcher de dire un mot de critique pour la Longue-Pointe quand cet asile est situé à sept milles de Montréal, et que l'on craigne qu'il perde l'avantage de l'isolement. Non-seulement cet asile est à sept milles de la ville, mais il est placé au centre d'une ferme de 700 acres de terre.

A la page 87, parlant de l'asile de Norristown, on dit :

“ . . . Les alentours n'offrent rien de remarquable, quelques arbres et une grande ferme de cinq cents acres, de sorte que l'air n'est intercepté d'aucun côté, ce qui, joint à la disposition des bâtisses en pavillons séparés, rend la ventilation très facile.”

Ainsi, il n'y a pas de grands arbres pour intercepter l'air. C'est un avantage pour cet asile de ne pas avoir d'arbres.

Voyons maintenant ce que l'on dit à la page 32, de l'asile de Saint-Jean de Dieu :

“ Il n'y a pas de plantation, et l'absence de grands arbres aux environs de l'asile, donne à ce dernier une apparence de nudité que les propriétaires s'efforcent de faire disparaître.”

On déplore qu'il n'y ait pas d'arbres à Saint-Jean de Dieu, tandis que l'on considère comme un bienfait l'absence de plantations à l'asile de Norristown. J'ai visité moi-même l'asile de la Longue-Pointe, et tout étranger est enchanté comme moi de la magnifique avenue qui conduit à cet établissement. Comme question de fait, il y a au delà de 1200 arbres, dont plusieurs ont une élévation de 30 à 40 pieds. Ainsi ce rapport est non seulement partial, mais on y dit des choses qui n'existent pas.

Il y a encore un autre point sur lequel je veux attirer

l'attention de la Chambre, il s'agit des gardiens. Parlant de l'asile de Norristown, la majorité dit :

“ La moyenne des gardiens est de un pour douze patients, recevant chacun, hommes et femmes, un salaire de quinze à vingt piastres par mois. Naturellement, ils sont en plus grand nombre dans les quartiers d'agités et chez les malades qui demandent une surveillance plus attentive. Dans un quartier de paisibles et de convalescents, nous n'avons trouvé que deux gardiens pour cinquante-quatre patients. Les gardiens de nuit sont au nombre de neuf, avec un gardien qui fait le tour de tous les appartements à chaque heure et fait son rapport au surintendant, le matin. Les gardiens de jour sont aussi obligés de faire un rapport journalier, sur l'état des malades qui sont sous leur surveillance. Ce rapport est fait selon les formules imprimées ci-jointes.”

Et à la page 82, parlant de l'asile de Sainte-Elizabeth de Washington, voici ce que l'on dit :

“ La surveillance est exercée par environ cent soixante et dix gardiens et gardiennes, c'est-à-dire qu'il y a un gardien pour chaque huit patients ; mais cette proportion n'existe pas également dans tous les départements. Ainsi, dans un quartier d'agités, nous avons trouvé dix gardiens pour soixante patients, de même que dans certains quartiers de paisibles, il n'y en avait qu'un pour douze patients. L'âge de ces employés varie de vingt à quarante ans, à peu d'exceptions près, et leur salaire est de quinze à vingt cinq dollars chez les hommes et de dix à dix-huit chez les femmes. Tous ont quelqu'instruction ; il n'y en a pas un seul qui ne sache pas lire et écrire. Nous avons admiré leur tenue : tous sont bien vêtus et ont l'air très propre, particulièrement chez les femmes. Le service de nuit est composé d'un médecin et de dix gardiens : cinq chez les hommes et cinq chez les femmes. Outre cela, il y a deux autres gardiens qui veillent au dehors. Les gardiens sont sous le contrôle absolu du médecin.”

Maintenant voyons ce que l'on dit pour l'asile de la Longue-Pointe. A la page 32, on constate qu'il y a un personnel de 211 gardiens et gardiennes, ce qui donne une proportion plus considérable que celle que l'on trouve pour les autres asiles dont on a parlé, et cependant on vient dire à la page 36 :

“ Le nombre de gardiens laïques est très limité ; ce service se fait en grande partie par des sœurs de chœur et des tertiaires . . . la tenue des gardiens est bonne ; mais on ne leur donne aucune instruction pour les renseigner sur la nature des devoirs qu'ils ont à remplir, quant à ce qui regarde le traitement des malades confiés à leurs soins.

A la page 165, je trouve une assertion contre laquelle je crois devoir protester de toutes mes forces. Voici ce qu'on dit :

“ Dans nos asiles, le personnel des gardiens, insuffisamment rémunérés, se recrute généralement parmi cette classe de désœuvrés qui n'ont rien de mieux à faire pour gagner leur vie. D'ailleurs, le nombre est insuffisant. De là des actes de négligence ou de brutalité trop fréquents. Pour assurer un service de gardiens efficace, il devrait y avoir plusieurs surveillants des gardiens qui feraient rapport tous les jours au médecin en chef sur leurs subordonnés.”

On laisse croire que dans nos asiles, les gardiens sont choisis parmi la classe des désœuvrés. Je ne puis croire que les commissaires aient voulu attaquer systématiquement les Sœurs, mais il me semble qu'il leur aurait été difficile de faire plus en supposant le contraire. Cette assertion est fausse, même pour l'asile de Beauport, j'ai visité cet asile, et j'ai remarqué qu'en général, les gardiens étaient des gens intelligents. Pourquoi donc rabaisser ainsi le niveau de nos institutions ? Ai-je besoin de faire l'éloge des bonnes Sœurs, qui peuplent nos maisons religieuses. Ces religieuses sont sorties des familles les plus respectables du pays, et

dans le rapport de la majorité, on les assimile à des gens qui n'ont rien de mieux à faire que de garder des fous.

Comme la question de fond a très bien été traitée par les orateurs qui m'ont précédé, entr'autres l'honorable député de Dorchester, dont le magnifique discours n'a pas été réfuté, je ne crois pas devoir en dire davantage. Une dernière remarque, cependant, avant de reprendre mon siège.

Depuis longtemps on parle d'améliorations dans l'agriculture, de fermes modèles, de cercles agricoles, etc. Eh ! bien, M. le Président, qu'on aille à la Longue-Pointe, et on y recueillera sous ce rapport, d'utiles renseignements. Ce sont des femmes qui contrôlent la culture d'une ferme de sept cents arpents, et j'avoue que j'ai été à même de prendre des leçons utiles, pour moi, qui crois avoir acquis une certaine expérience en matière agricole. Est-ce donc parce que ce sont des femmes qu'on veut les attaquer, croyant qu'elles ne se défendront pas !....

On trouve à la Longue-Pointe un jardin potager magnifique ; on y voit les plus beaux parterres et les fleurs les plus belles.

Les provisions ne manquent pas dans cet asile. On y cultive les fruits les plus délicieux et on réussit d'une manière admirable.

Tout cela est fait pour le bien-être de ces malheureux. On ne cherche pas à spéculer, tout est consacré au soulagement des aliénés confiés à ces bonnes religieuses. Après avoir cité tout ce que l'on dit dans le rapport de la majorité pour diminuer le mérite des Sœurs, me sera-t-il permis de lire aussi ce que l'on dit en leur faveur ? Parlant de la salle des malades, les commissaires ont fait encore une omission à propos du nombre des médecins. Lorsqu'ils ont visité cet asile, on leur a dit que l'un des médecins était en

Europe, le docteur Prieur ; mais la commission s'est bien donné le garde de faire remarquer la chose.

A propos des dortoirs, ils ne sont pas seulement généralement propres, mais ils sont toujours très propres et bien tenus. La nourriture est l'objet d'éloges de la part des commissaires, et ils disent :

“ Les commissaires ont constaté eux-mêmes, en assistant au dîner et au souper des patients dans plusieurs salles, que la nourriture est bien préparée, de bonne qualité, et en quantité suffisante. Le menu ordinaire est varié ; il y a du dessert deux ou trois fois par semaine en sus des jours de fêtes patronales, civiles, et religieuses.”

A propos de la pharmacie, on dit :

“ Elle est magnifique, grande et complète, comprenant un bon nombre d'instruments spéciaux pour l'usage de l'établissement. Elle renferme aussi une bibliothèque composée de plusieurs ouvrages de médecine, traitant spécialement des maladies mentales.”

Le chauffage “ se fait à l'eau chaude et il est parfait.”

Voilà, M. le Président, assez de citations pour faire comprendre à la Chambre que les commissaires bien qu'ils ne fussent pas favorables à cet asile, n'ont pas pu cependant s'empêcher de faire des admissions très précieuses en faveur de cette institution.

Quant au rapport de la minorité, il est beaucoup plus court que l'autre, mais il est beaucoup plus près de la vérité aussi. Il est beaucoup plus élogieux pour cet asile, et dit beaucoup mieux la vérité sur le compte de l'asile de Beaufort. J'ai visité cet asile et je dis que si le Gouvernement donne le contrat à des laïques pour le soin des aliénés, il ne pourra trouver mieux qu'il a là. Tous ceux qui prendront ce contrat, le feront en vue d'y faire de l'argent.

On proclame partout la nécessité de mettre nos asiles d'aliénés sur un meilleur pied encore. Il faudra pour cela augmenter les dépenses et déjà ce service nous coûte au delà d'un quart de million de piastres par année.

Pouvons-nous, et devons nous faire de nouveaux sacrifices, quand nous sommes convaincus que les aliénés sont bien soignés ? Si on veut que le contrôle de nos asiles passe entre les mains de médecins nommés par le Gouvernement nous doublerons du coup, les frais d'entretien. Nous avons trop d'institutions qui exigent qu'on leur vienne en aide, pour faire de nouveaux sacrifices dans cette voie là, quand il n'y a pas de nécessité urgente, car après tout, nos aliénés sont aussi bien traités, que l'est cette classe d'infortunés dans n'importe quel autre pays. Les neuf-dixièmes de la population de nos asiles, appartiennent à une classe de citoyens, qui, à leur foyer, n'étaient pas aussi bien qu'ils le sont dans nos asiles. Où veut-on en venir avec ce système d'augmenter, après tout, plus ou moins inutilement, les dépenses pour nos aliénés ? Je crois que la mesure la plus sage que le Gouvernement pourra donner à la Province, sera non seulement de continuer le système des contrats, mais de les renouveler aux mêmes conditions, si c'est possible.

Je crois en avoir dit assez, pour prouver que la position que j'ai prise dans mon comté, n'était pas seulement un truc électoral, un moyen politique d'arriver, mais que j'étais animé de la plus grande sincérité. Je trouvais que la loi de 1885 était injuste et arbitraire, et les électeurs à qui j'ai exposé la question, ont trouvé que j'avais raison. Mais ce n'est pas là la seule cause qui a motivé leur conduite. Avec ces quelques remarques, je n'ai pas besoin de dire que je voterai pour le projet de loi.

M. Casgrain.—L'honorable député a commencé par nous dire que la loi violait les deux contrats, or comment

peut-il terminer en disant qu'il va voter pour un projet de loi qui consacre une injustice flagrante ?

M. Legris.—Ce n'est pas cela que j'ai dit ; j'ai dit qu'il n'y avait pas de doute que la loi de 1885 violait les contrats, quant à ce qui regarde l'asile de la Longue-Pointe. Et l'honorable député de Québec est allé plus loin que moi en disant que la loi violait également le contrat avec l'asile de Beauport.

M. Casgrain.—Je suis d'accord avec le rapport de la minorité.

M. Legris.—Je n'ai pas à m'occuper si l'honorable député a été oui ou non d'accord avec le rapport de la minorité. Je tiens seulement à constater que je n'ai pas dit que la loi viole le contrat avec l'asile de Beauport.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—M. le Président, le député de Maskinongé a eu la bonté de dire que mon discours a été insignifiant. Je suis heureux qu'il se soit écoulé huit jours entre son discours et le mien. Il réserve ses compliments pour ses amis, il n'y a pas grand mal à cela. Il nous'a presque dit que de son côté, la table était bien servie, et qu'il avait pris ce qu'il avait voulu.

Il nous a dit qu'il avait visité l'asile de la Longue-Pointe ; cette visite, je suppose, coïncide avec l'absence qu'il a faite, lorsque l'honorable député de Saint-Maurice a voulu l'interroger dans la contestation de son élection. Je suppose que l'idée lui est venue de visiter cet asile, et de s'épargner en même temps les ennuis de répondre aux questions qui devaient lui être posées sur les moyens employés pour assurer son élection. Mais cette visite s'est prolongée tellement, que nous avons eu des craintes de ne pas le voir revenir.

On dit que nos patients sont mieux traités dans nos asiles qu'ils ne le sont dans leur famille, et qu'il n'y a pas lieu de

faire aucune amélioration. C'est là, raisonner à faux. Nous disons qu'il faut les guérir, et que c'est en vue de leur guérison que nous subventionnons ces maisons de santé ; c'est là au fond, leur seule raison d'être. Si on voulait se renseigner parfaitement sur cette question-là, on n'aurait qu'à lire une requête signée par des juges et même par le sénateur Trudel, dans laquelle on recommandait à l'attention du Gouvernement, la nécessité d'avoir un plus grand nombre de médecins, parce qu'il n'était pas prudent de laisser cela à la discrétion des propriétaires. Va-t-on me dire qu'à ce point de vue, on peut établir une différence entre les deux asiles ?

M. Legris.—La guerre a été dirigée contre l'asile de Saint-Jean de Dieu, et non contre celui de Beauport.

L'honorable **M. Taillon.**—Non, pas plus contre l'un que contre l'autre, mais ceux qui ont fait la guerre contre nous, ont cru qu'ils arriveraient mieux à soulever le sentiment populaire, en faisant la cabale au nom de l'asile de Saint-Jean de Dieu. J'ai dénoncé cette tactique-là dans les journaux, mais les propriétaires de l'asile de la Longue-Pointe en paraissent satisfaits. J'ai dit que nous étions prêts à faire la discussion avec eux. Les autres propriétaires d'asiles gardaient plus de modération que ceux qui faisaient la cabale pour l'établissement de la Longue-Pointe.

Voici quel était notre raisonnement ; nous disions : Nous sommes parfaitement rassurés sur le sort de ceux qui ne sont pas curables, mais nous voulons que ceux qui peuvent être guéris, reçoivent le meilleur traitement qu'il soit possible de leur donner.

L'honorable **M. Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.* — Nous admettons tous que nous avons plus de garanties avec les communautés religieuses qu'avec des laïques, bien que nous soyons décidés à respecter les deux contrats dans les deux cas.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est sans doute pour cela, que vous vous empressiez avant la session, de faire un contrat avec un laïque, le Dr McKay, pour l'entretien d'un certain nombre d'aliénés. Vous allez avoir l'occasion de montrer votre sincérité sur ce point-là, vous ne perdez rien pour attendre.

Malgré les difficultés que nous avons eues avec l'asile de la Longue-Pointe, nous avons fait un contrat avec une autre communauté religieuse, les Frères de Notre-Dame de Montfort; ceci prouve que nous n'en voulons nullement à ces communautés pour les injustices que l'on nous a faites en leur nom. Ce ne sont pas les difficultés que nous avons eues qui suffisent pour nous faire changer d'opinion, mais je crois que le Gouvernement fera bien de prendre ses précautions s'il veut ne pas avoir de nouveaux embarras à l'avenir.

Tout le contrôle dont nous avons besoin par la loi de 1885, nous pouvions l'exercer sans violer en aucune manière les contrats. Nous avons prié Son Eminence le Cardinal Taschereau de bien vouloir nous dire son opinion sur la question, et Son Eminence nous a fait réponse qu'elle n'avait pas parlé de ce sujet aux autres évêques, et en même temps, elle n'a pas voulu nous indiquer les modifications à faire pour donner satisfaction aux véritables et légitimes exigences des intérêts en jeu.

Nous disions aussi : Nous verrons mieux les défauts de la loi dans son fonctionnement, l'expérience nous faisant mieux voir les parties qu'il faudra modifier. Voilà tout ce que nous voulions.

C'est pour cela que j'ai dit en 1887 et en 1888 et je le répète cette année, c'est pour cela que nous voulions travailler sans rien froisser, à la mise à exécution de la loi de 1885.

M. le Président, je suis en faveur du sous-amendement et je vais dire pourquoi en bien peu de mots.

Je ne vois pas de différence essentielle entre les deux contrats. La clause concernant le traitement médical est aussi ample dans un cas comme dans l'autre. Nous laissons au Gouvernement la responsabilité de l'exécution de ces contrats, et comme nous ne trouvons pas de différence entre eux, nous disons au Gouvernement : Si vous faites une exception pour un asile, faites la également pour l'autre.

L'honorable député de Champlain a rappelé l'histoire des événements politiques de 1871 et de 1872, et il m'a reproché d'avoir parlé contre les ultramontains

M. Trudel.—Je n'ai pas parlé de l'école ultramontaine, je le déclare de mon siège . . .

L'honorable **M. L'abbé** **Maillet**.— Oh ! je connais mon devoir en face d'une pareille déclaration. En 1871 et 1872 . . . il n'appartient pas aux adeptes de cette école de nous parler des événements politiques de ces années-là, ils nous ont donné trop souvent l'exemple de la désobéissance aux avis des évêques pour qu'ils s'arrogent le droit de nous en imposer en invoquant le respect de l'opinion de ces prélats.

Ceux qui ont signé le programme catholique ne se sépareraient pas du parti conservateur pour se joindre aux libéraux. J'ai appuyé la candidature du sénateur Trudel, et je suis même entré en société avec lui, et j'y suis resté six ans ; veut-on me le reprocher ? . . .

M. Trudel qui s'était fait élire comme ultramontain, n'a pas pour cela, cru devoir se séparer de ses amis ; ça ne l'a pas empêché de supporter le parti conservateur ; même dans l'affaire des Tanneries, il était du comité et il n'était pas le moins zélé pour le parti . . .

L'honorable **M. Duhamel**. Vous avez appuyé M. Provost dans le comté de Deux Montagnes . . .

L'honorable M. **Taillon**.—Quand j'ai appuyé M. Provost, il était accepté par nos chefs, et M. Daoust avait été casé comme préfet du pénitencier de Saint-Vincent de Paul. A la demande des chefs conservateurs, M. Provost a été élu par acclamation, et jamais je ne l'ai appuyé après qu'il fût revenu à ses anciennes amours. MM. Royal, Rivard, Alphonse Desjardins, en étaient des signataires du programme catholique et ils sont tous dans les rangs du parti conservateur. Le langage des nationaux ne me surprend pas, c'est le même que l'on entend toujours dans la bouche de ceux qui changent de religion ; ils disent que c'est la religion qui est changée et non pas eux.

L'honorable M. **Di hamel**.—Vous êtes un vieux libéral.

L'honorable M. **Taillon**.—Jamais je n'ai été libéral.

L'honorable M. **Gagnon**.—Vous avez eu tort.

L'honorable M. **Taillon**.—J'aime mieux ne jamais l'avoir été, plutôt que de l'avoir été et d'avoir changé. Il y a des gens comme cela, qui ne font que déménager.

Tous ceux qui ont signé le programme ne sont pas sortis des rangs du parti conservateur, et même longtemps après, M. le sénateur Trudel a écrit : “ Vive le vieux chef, vive le parti.” Dieu merci, on ne trouvera pas de telle contradiction dans ma conduite.

L'honorable premier ministre s'est plaint de ce que la discussion avait été portée sur un terrain plus large que celui sur lequel l'avait posée l'honorable secrétaire de la Province. Ce n'est pas nous qui avons donné le signal des récriminations. J'ai parlé après l'honorable député de Dorchester, qui avait retenu la Chambre pendant deux heures ou deux heures et demie ; je ne lui reproche pas la durée de son discours. Depuis ce temps ce n'est pas nous qui avons entraîné le débat sur un autre terrain. Ce soir

encore on a parlé d'une foule de choses, ce qui nous a obligés de prendre de nouveau part au débat.

L'honorable M. **Mercier**.—Je regrette qu'on répète toujours les mêmes arguments ; toute cette discussion a été faite l'autre jour, et je me demande quels bénéfices la Chambre peut retirer de ces répétitions inutiles ; je ne vois pas non plus ce que nous avons à gagner, en nous éloignant de la question.

C'est ainsi qu'à propos de ce petit projet de loi, on nous a parlé du programme de 1872, des vieux libéraux et que sais-je encore. Qu'est-ce que cela a à faire avec la question des asiles ? Il s'agit des aliénés, laissons donc de côté tout ce qui s'est passé il y a déjà plusieurs années. Il s'agit des fous et non pas des sages. Non seulement nous dépensons un quart de million par année pour eux, mais il semble que les hommes sages doivent se dévorer entr'eux à leur sujet. Qu'on vote donc, et que cela finisse.

Je ne provoquerai personne, car nous n'avons pas le temps de nous livrer à des récriminations stériles, la vie est trop courte, et la session a déjà été trop longue pour cela.

Il s'agit de savoir si le contrôle médical doit être laissé au Gouvernement, quand le contraire n'est pas explicitement déclaré dans les contrats. Nous ne faisons qu'une seule exception, et nos adversaires veulent mettre l'asile de Beaufort sur le même pied ; c'est la preuve que la loi viole les contrats. Je suis d'opinion que les deux cas ne sont pas semblables.

Nous allons affirmer le principe que l'entrée et la sortie des patients sont sous le contrôle du Gouvernement, et quant à ce qui concerne le contrôle du traitement médical, nous allons faire exception en faveur de l'asile de la Longue-Pointe. De leur côté ces messieurs de l'opposition sont d'opinion d'accorder le même privilège à l'asile de Beaufort

Comme on le voit, il ne s'agit pas de remonter à la création du monde, ni à la signature du programme catholique, ni à l'origine du parti castor. Il n'est pas question des libéraux ni des conservateurs, il s'agit de savoir si nous allons adopter ce projet de loi.

L'honorable M. **Pelletier**.—Je prends la parole pour relever les remarques de l'honorable chef de l'opposition. Il a cru devoir faire certaines remarques contre les députés nationaux. Il a cru devoir se servir des calomnies qui ont circulé contre nous, dans la presse depuis 1885. Il a parlé de manque de désintéressement ; je défie l'honorable chef de l'opposition de porter une accusation sérieuse à l'appui des sarcasmes qu'il nous a lancés.

Je suis bien certain qu'il n'aura pas ce courage, et s'il formulait une telle accusation, il ne pourrait la prouver. Le jour où il descendra de sa position pour se faire insulteur de ses collègues, il trouvera à qui parler ; quand il a été grossier on lui a répondu grossièrement, et quand il a été poli, on lui a répondu poliment. Il sait que si les nationaux avaient voulu rester avec lui, ils auraient eu des avantages qu'ils ont repoussés, parce qu'ils ne voulaient pas se salir. Il a parlé de M. Alphonse Desjardins qui appelait Sir John, le vieux brulot orangiste ; que l'honorable chef de l'opposition reste avec ce monsieur ou ses pareils, nous n'envions pas son sort.

Le jour où il voudra porter des accusations sérieuses, je serai prêt à lui répondre.

L'honorable M. **Tailon**. — L'honorable député aura occasion d'apprendre, au cours de nos luttes politiques, ce que je voulais dire.

L'honorable M. **Pelletier**. Très bien, je prendrai les moyens de me protéger.

M. **Picard**. — Parlez-nous donc de M. Bergeron qui

supporte Sir John, et qui est allé vous aider dans votre élection.

La proposition de l'honorable M. Blanchet est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny.—19.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de M. Casgrain est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Lapointe, LeBlanc, Lynch, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Owens, Picard, Poupore, Spencer, Taillon et Tourigny.—19.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette, Lafontaine, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—37.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition pour la troisième lecture est mise aux voix et adoptée sur la même division.

Le projet de loi est définitivement adopté sur la même division.

LE CONTRAT MCKAY.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la résolution relative à un certain contrat pour l'entretien des aliénés, soit maintenant lu la seconde fois.

M. le Président, la discussion a été faite en comité général, et le contrat est devant la Chambre. Il donne le contrôle médical dont il est question dans la loi de 1885, et ce contrôle est le plus absolu possible. La raison qui nous fait agir, c'est que les deux rapports de la commission nous ont fait connaître un état de choses qui ne doit pas durer plus longtemps. Je veux parler de l'encombrement qu'il y a dans l'asile de Beauport. Au dernier terme de la cour criminelle à Québec, les grands jurés ont attiré l'attention sur ce point-là. Il y a plusieurs autres raisons mais je ne crois pas devoir les mettre devant la Chambre pour le moment. Je me borne à signaler l'encombrement comme l'une des raisons. Il y a aussi la raison d'économie. Le Gouvernement peut forcer les propriétaires de l'asile de Beauport à recevoir jusqu'à douze cents patients. Comme le minimum est de 850 la différence est donc de 350. Nous ferons donc une économie de \$11,200 par année à raison de \$100 au lieu de \$132.

La seule question que la Chambre ait à décider est celle de savoir si nous avons le droit de prendre le surplus de 850 patients, et d'en disposer comme nous l'entendrons. Je crois qu'il n'y a pas le moindre doute sur ce point-là. Le contrat avec l'asile de Beauport ne nous lie ou ne lie le Gouvernement que pour 850 patients.

Le contrat dit en effet : “ . . . pourvu toutefois, qu'en aucun temps, le minimum des aliénés et idiots envoyés au dit asile ne soit pas moins de 850, et que le maximum ne dépasse pas le nombre de 1200 ou tel nombre que les bâtisses pourront loger convenablement. Nous sommes tenus par cette clause de payer pour 850 patients qu'ils y soient ou qu'ils n'y soient pas. Pour cette raison et aussi pour une raison d'humanité, nous avons passé ce contrat, que nous avons mis devant la Chambre depuis le 16 janvier.

Par ce moyen aussi, nous préparons d'avance un asile qui nous permettra d'être plus indépendants de celui de Beauport, et d'obtenir par là même de meilleures conditions le jour où le contrat actuel sera expiré. J'ai apporté tout le soin possible à la rédaction de ce contrat, cependant nous sommes prêts à ajouter une clause par laquelle il sera déclaré que le contrat ne sera exécutoire que quand le docteur MacKay se sera mis en position de le remplir à la satisfaction du Lieutenant Gouverneur en conseil. De plus, nous sommes prêts à accepter tout ce qui pourrait être de nature à améliorer ce contrat.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester*.— On sait quelles sont mes opinions sur la question de savoir si nous devons faire un contrat avec le docteur MacKay. Je comprends que ce contrat a été fait dans un bon but, mais je déclare que s'il était fait pour une période plus longue, je ne pourrais l'accepter. Mais je comprends que sa durée est limitée à celle même du contrat avec l'asile de Beauport. Au fond ce n'est que pour suppléer à un mal temporaire, sans cela je ne pourrais pas accepter un tel contrat avec un homme comme le docteur MacKay. Pour ces raisons, j'ai l'intention de proposer un amendement par lequel le docteur MacKay ne pourra pas recevoir des patients avant qu'il ait donné les garanties nécessaires. J'espère que le Gouvernement sera difficile sur les garanties.

En conséquence, j'ai l'honneur de proposer que cette résolution ne soit pas lue la seconde fois maintenant, mais qu'elle soit renvoyée de nouveau à un comité général avec instruction d'ajouter la résolution suivante à celle soumise à cette Chambre.

Le dit contrat ne sera pas mis à exécution avant que le dit J. M. McKay ait donné les garanties nécessaires à la satisfaction du Lieutenant Gouverneur en conseil qu'il est parfaitement en état de l'exécuter.

M. Duplessis—*député de Saint-Maurice*.— Comme l'opinion de la Chambre paraît être en faveur du système de confier nos aliénés aux soins des communautés religieuses, et comme les rapports de la commission sont aussi en faveur de ce même système, je crois devoir proposer en sous-amendement que tous les mots après “ que ” dans le dit amendement soient retranchés et remplacés par les suivants :

Prenant en considération les conclusions du rapport de la majorité de la commission des asiles d'aliénés de la Province de Québec, laquelle se déclare en faveur de l'acquisition des asiles d'aliénés par le Gouvernement et de leur administration par une communauté religieuse (pages 79, 168 et 171 du rapport de la majorité), prenant également en considération les vues de la minorité de la susdite commission qui se déclare en faveur de l'administration de nos asiles par des communautés religieuses (pages 25 et 26 du rapport de la minorité) mettant hors de cause l'asile d'aliénés que les protestants veulent avoir cette Chambre est d'opinion qu'elle ne doit pas ratifier avec le docteur John Maximilien MacKay un arrangement qui, s'il était conclu, serait en opposition directe aux vues exprimées et par la majorité et par la minorité de la commission des asiles d'aliénés de la Province de Québec.

L'honorable **M. Gagnon**.—J'allais dire que le Gouvernement acceptait l'amendement, mais comme ce sous

amendement retranche l'amendement, tout en laissant la proposition principale, je pourrais soulever la question d'ordre. Dans tous les cas il est bon d'avoir une telle expression d'opinion dans nos journaux.

Je ne vois pas pourquoi nous ne voterions pas carrément en re ce sous amendement. En même temps, nous déclarerons que nous voulons maintenir notre première décision, c'est-à-dire que les contrats doivent être respectés.

On nous invite aussi à suivre l'une des conclusions du rapport de la majorité de la commission, laquelle se déclare en faveur de l'acquisition des asiles d'aliénés par le Gouvernement. Ce serait nous engager à faire une grande dépense, car si je suis bien informé, les propriétaires de l'asile de Beauport estiment leur immeuble à \$300,000. Ce sous-amendement a le bon effet de nous faire connaître la politique de l'opposition sur cette question.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—L'honorable secrétaire de la Province ne doit pas prendre cela comme une révélation. J'ai moi-même exprimé la même pensée. J'ai dit qu'il y avait des inconvénients dans le système actuel ; jusqu'aux difficultés qui se sont produites au sujet de la loi de 1885, j'étais en faveur du système d'affermage, mais depuis j'ai compris qu'il ne pouvait pas bien fonctionner, parce qu'il mettait deux maîtres sous le même toit. Le propriétaire est chez lui, et le Gouvernement ne doit pas être considéré comme un étranger, puisqu'il a le droit de surveillance par ses officiers. Des asiles possédés par le Gouvernement, où des religieux et des religieuses auraient soin des malades, voilà mon idéal !

Quand il s'est agi de l'asile pour les aliénés protestants, j'ai dit au Gouvernement : pourquoi ne profitez-vous pas de cette occasion pour faire l'expérience d'un asile administré directement par l'Etat ? A cette occasion aussi j'ai cité l'exemple de la prison de Montréal où ce sont des reli-

gieuses qui ont soin des prisonnières et qui reçoivent pour cela, tant par tête.

On dit que c'est une dépense considérable ; je réponds à cette objection en disant au Gouvernement : Si vous n'êtes pas en position de payer argent comptant l'asile de Beauport, ne payez pas le prix d'achat, car les propriétaires offrent de laisser l'hypothèque. Ou encore, si vous ne pouvez pas acheter, louez-le pour 10 ou vingt ans, et vous ferez soigner les aliénés par des religieuses. Ou encore, suivez les suggestions de certains évêques, c'est-à-dire confiez le soin de ces malades à une communauté.

Quant à moi mon opinion est formée, et le sous-amendement ne doit pas être une surprise pour personne. J'ai exprimé cette pensée en 1887 et il y a huit jours à peine.

Le sous-amendement est mis aux voix :

Ont voté pour :—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Faucher de Saint-Maurice, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Picard, Spencer, Taillon et Tourigny.—16.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Champagne, David, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Gladu, Goyette Lafontaine, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—36.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

M. Boyer —*député de Jacques Cartier*.— J'ai l'honneur de proposer que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement :

Mais tout en votant cette seconde résolution, la Chambre exprime le désir que le Gouvernement confie le plus

tôt possible le soin des idiots aux communautés religieuses, en autant que les circonstances le permettent.

M. Casgrain—*député de Québec*.—M. le Président, l'honorable secrétaire de la Province, dans les quelques remarques qu'il a faites, nous a donné à entendre qu'il allait faire une reculade en règle. S'il avait cru pouvoir faire avaler ces résolutions à sa majorité, ordinairement si docile, il les auraient soumises avant aujourd'hui au vote de la Chambre. Il était connu que le parti ministériel ne voulait pas les accepter non seulement au point de vue des intérêts généraux du pays, mais aussi au point de vue des intérêts des asiles en particulier.

Lorsque le Gouvernement a des reculades à faire, il trouve des amis complaisants pour couvrir plus ou moins habilement sa retraite. Cela n'est pas la première fois que la chose arrive, et du train où on y va, ce ne sera pas non plus la dernière.

Ceux qui craignaient qu'une faute ne fut commise au point de vue de la politique générale du Gouvernement, doivent encore insister car la position n'offre rien de certain. Je voudrais bien savoir la pensée intime de ceux qui connaissent celui avec lequel l'honorable secrétaire de la Province a passé ce contrat....

Avant de parler de cet intéressant personnage qui a nom John Maximilien MacKay, me sera-t-il permis de critiquer les raisons données par l'honorable secrétaire de la Province ?....

Il nous a dit qu'il y avait encombrement dans l'asile de Beauport ; il trouve cela dans le rapport de la majorité de la commission des asiles d'aliénés, rapport qui a été vertement condamné par des députés ministériels mêmes. Il s'agit donc d'examiner le rapport de la commission et c'est au point de vue de l'asile de Beauport que je parlerai du contrat qui est devant la Chambre.

Quand il s'agit d'une institution comme celle là, il y va de l'honneur de la Province de ne pas commettre des injustices. Comment la majorité de la commission a-t-elle procédé ? Ceux que je connais parmi les commissaires n'étaient pas qualifiés ; ils n'avaient aucune connaissance spéciale de la question. S'il s'agit d'une question de droit, à part d'un de ses membres, tous les autres ne connaissaient rien. S'il s'agissait de savoir si nos asiles étaient bien administrés, ces messieurs n'étaient pas plus compétents que sur la question de droit. Ceux qui sont partis de Québec n'avaient aucune connaissance du sujet. Une commission qui aurait mérité, et qui en effet aurait eu la confiance du public, eut été celle qui aurait été composée d'aliénistes, c'est-à-dire d'hommes ayant fait des études spéciales sur ces matières. Ici, au contraire on a récompensé des partisans fidèles en les nommant commissaires. L'enquête qui a été faite à l'asile de Beauport a été une enquête faite contre l'asile, et si ces messieurs n'avaient pas eu peur des conséquences, ils en auraient fait autant pour l'asile Saint-Jean de Dieu. Ils étaient partis avec l'idée bien arrêtée de condamner tout ce qu'ils verraient à l'asile de Beauport et je vais le prouver immédiatement.

Ils ont envoyé des subpoena aux employés de l'asile, dans lesquels on leur disait de venir rendre témoignage devant la commission. Or jamais la commission n'avait été nommée pour faire une enquête sur l'asile de Beauport, mais simplement pour voir quelles étaient les causes des difficultés qui s'élevaient entre le Gouvernement et les asiles.

Les propriétaires se sont dit que si on faisait une enquête contre eux, ils devraient avoir au moins le droit d'être représentés ; ils se sont alors adressés aux commissaires et leur ont demandé s'ils n'auraient pas l'avantage d'être représentés à cette enquête, vu que les intérêts opposés l'étaient dans la commission même.

L'honorable M. **Gagnon**.—Je ferai remarquer que ce n'était pas seulement pour faire une enquête sur cet asile en particulier, car je suppose qu'on en avait fait autant à Saint-Jean de Dieu et à Halifax ; ce n'était donc pas pour maltraiter les propriétaires de l'asile de Beauport.

M. **Casgrain**.—Je continue mon argumentation ; je dis que les propriétaires avaient droit d'être représentés à cette enquête. En effet, le 9 juin 1888, les propriétaires écrivirent aux commissaires, leur demandant la permission d'être représentés pendant l'addition des témoins. Est-ce que cette demande n'était pas juste et raisonnable ? En supposant qu'on ferait une enquête contre l'asile de Beauport, n'était-il pas juste et raisonnable que ceux qui étaient accusés, eussent le droit de réfuter les accusations qui étaient portées contre eux ? Ces messieurs ont répondu qu'ils ne pouvaient acquiescer à cette demande, et ils ont refusé d'entendre les témoignages allant à contredire ceux déjà entendus, et c'est sur cette enquête *ex-parte* qu'on a basé le rapport, rapport qui a été condamné par des députés, par la presse et par tout le public.

Messieurs les commissaires étaient tenus, s'ils voulaient se renseigner, de faire à l'asile de Beauport des visites d'une assez longue durée.

On nous disait l'autre jour, qu'il fallait au moins quinze jours pour se rendre compte de toute l'administration d'un établissement aussi considérable que l'est l'asile de Saint-Jean de Dieu. Eh ! bien, qu'ont fait messieurs les commissaires ? La première des trois visites qu'ils ont faites, a eu lieu le 2 octobre, de deux heures de l'après-midi à cinq heures ; la seconde de onze heures à une heure, et la troisième a eu lieu dans le mois de novembre. Voilà donc ces messieurs qui apprennent tout ce qu'il faut apprendre dans trois courtes visites et cependant l'honorable secrétaire de la Province nous a dit qu'il fallait au moins quinze jours pour

connaître tous les détails d'une telle administration. Je demande si les commissaires ont eu le temps de faire un rapport qui mérite la considération du pays. Ils ont envoyé un monsieur Cousin pour prendre les dimensions de l'édifice. J'attirerai l'attention de la Chambre sur les erreurs que contient ce rapport. Parlant des égouts, il en condamne le système sans se rendre compte de son fonctionnement ordinaire.

On dit aussi erronément que la résidence de M. Landry est chauffée par les tuyaux à vapeur de l'asile, il n'y a pas de tels tuyaux, et il n'y a qu'un employé infidèle qui ait pu rendre un témoignage comme celui-là. Ils parlent aussi de la ventilation, et ils disent qu'elle est aussi très défectueuse et ils basent leur opinion sur les dires d'un nommé Talbot mais ils n'ont pas vu par eux-mêmes, ni M. Cousin non plus.

Voici ce que dit Monsieur Cousin à la page 28 : " Dire qu'il y a un système de ventilation est impossible. De l'aveu même de M. le chevalier Vincelette, préfet de l'établissement, il a été dépensé une somme assez considérable pour un soi disant système de ventilation fait d'après les données de M. l'abbé Audet de Sillery, et qui ne fonctionne nullement. La seule ventilation possible se fait par les chassis, qui sont assez nombreux dans chaque appartement."

Ainsi ce monsieur base son assertion sur les dires d'un autre, sans se rendre compte par lui-même. Voici un homme qui ment délibérément et c'est sur cette affirmation mensongère qu'on base une partie du rapport. Quelle foi peut-on avoir dans les dires de ce monsieur, quand il traite de cette manière-là une question aussi importante.

D'un autre côté, si on considère l'accueil fait à ce rapport par le public généralement, on en arrive forcément à la conclusion qu'il ne mérite aucune considération. Les honorables députés de Champlain et de Maskinongé ont tous deux

déclaré que ce rapport était faux ou au moins grandement exagéré à tous les points de vue.

L'Etendard et *La Vérité*, dans la presse ministérielle, ont condamné le rapport de la majorité de la commission des asiles.

Les propriétaires de l'asile de Beauport ont écrit à l'é honorable secrétaire de la Province une lettre dans laquelle ils discutent de point en point les conclusions de ce rapport.

L'Etendard disait, le 29 janvier dernier :

“ Il est vrai qu'à la suite de l'acte de justice qui consiste à respecter les contrats, les auteurs de la loi viennent ensuite rivaliser avec leurs adversaires pour proclamer qu'ils entendent bien faire assumer par l'Etat, le contrôle absolu des asiles, sans excepter ceux appartenant aux communautés religieuses.

“ La seule différence existant entre eux et leurs adversaires, différence capitale il est vrai, c'est qu'eux attendent l'expiration des contrats, tandis que les bleus, eux, veulent de suite tout briser.

“ Et par qui, pratiquement, MM. du Gouvernement veulent ils faire exercer ce contrôle ? Nous pouvons supposer que c'est par certains ineffables sires qui viennent de *s'illustrer* dans certains travaux de la commission des asiles, surtout par certaines bévues monumentales dont fourmille le rapport de la majorité des commissaires.

“ Puisque le Gouvernement les a choisis comme commissaires, pourquoi ne les choisirait-il pas comme ses inspecteurs ?

“ Et voilà à l'espèce de contrôle que l'on veut substituer à celui d'un ordre religieux qu'on n'a pu prendre en défaut une seule fois durant quinze ans ! Tandis qu'il n'a fallu que trois mois à ces *mirobolants* contremaîtres laïques, pour entas-

ser par douzaines les erreurs les plus monstrueuses. A ce point, qu'il faut à leurs amis plaider pour eux ignorance et ineptie pour sauver leur réputation d'honnêtes gens.

“ Nous avons signalé par douzaines les inqualifiables monstruosité de ce rapport ; et voici qu'il nous arrive une réfutation foudroyante de l'asile de Beauport où les propriétaires de cette institution signalent de leur côté de si graves erreurs, des faussetés si inexcusables, une falsification si extraordinaire des statistiques dans le rapport de la majorité, que la chose ne pourrait s'imaginer si on ne la touchait du doigt.

Voilà, encore une fois, le contrôle que ces messieurs veulent imposer de force à Saint-Jean de Dieu, devraient-ils pour le faire, ruiner cette institution qui est l'une des gloires de notre Province.”

Voilà, d'après son propre organe, des commissaires que le Gouvernement a nommés.

Voici maintenant la lettre que les propriétaires de l'asile de Beauport ont adressée à l'honorable secrétaire de la Province, le 17 janvier 1886.

Prenons cette question de l'encombrement de cet asile. Comment les commissaires en sont-ils arrivés à cette conclusion, car enfin ils ont dû se baser sur quelque chose pour faire une telle affirmation. Si c'est sur le rapport qu'ils ont fait faire, ils se trompent énormément. Voici d'abord, ce que dit le rapport à la page 31.

“ L'espace cubique accordé à chaque patient dans les salles de dortoirs et de cellules est au-dessous de la moyenne ordinaire. Dans les asiles de première classe, on donne 1,000 pieds cubes d'air par patient et dans les asiles ordinaires, 700 pieds constitue une bonne moyenne, surtout dans les dortoirs. Les tableaux et les chiffres donnés par M. Cousin font voir clairement l'espace accordé à chaque

patient dans l'asile de Beauport et l'encombrement de cet asile."

Voilà un fait important puisqu'il a servi de base à l'argumentation de l'honorable secrétaire de la Province pour nous engager à ratifier le contrat qu'il a fait avec le docteur MacKay. Il a dit qu'il y avait encombrement et que, pour cette raison, il fallait faire un nouveau contrat.

Voilà l'assertion qui est faite dans le rapport.

L'honorable M. **Gagnon**.—Il y a un certain tableau qui fait voir qu'il n'y a pas assez d'espace.

M. **Casgrain**.—J'arriverai à ce tableau dans l'instant.

Que dit-on aux pages 138 et 139 du rapport de la majorité :

" Total du cubage général de la section des femmes 635,110 pieds cubes.

" En prenant le cubage général de la bâtisse 635,100 et le divisant par 490, cela égale une moyenne de 1296 pieds cubes par patiente dans le département des femmes, les patientes réparties dans tous les appartements.

" Le nombre des patientes avec gardiennes, le 17 mai 1888, étant à l'asile des femmes de 456, cela donne une moyenne de 1392 pieds cubes par patientes réparties comme dit ci-haut."

Et à la page 140, on trouve :

" Total du cubage 566,359 pieds cubes."

" En prenant le cubage général de la section des hommes 566,359 et le divisant par 492, cela égale une moyenne de 1161 pieds cubes par patients dans le département des hommes, les patients répartis dans tous les appartements.

" Le nombre des patients et des gardiens le 17 mai 1888,

étant de 478 à l'asile des hommes, cela donne une moyenne de 1184 pieds cubes par patient repartis comme dit ci-haut."

Et ceci est signé par M. P. Cousin, architecte et ingénieur civil. Ainsi l'on voit qu'à l'asile de Beauport, il y a plus de pieds cubes par patient que dans le meilleur asile, d'après l'aveu même de la commission. Quand on parle d'encombrement, ce n'est donc qu'un prétexte que l'on donne qui n'est aucunement basé sur les faits. On pourrait peut-être dire que dans quelques cellules il n'y a pas l'espace voulu, mais je ferai remarquer que les portes des cellules sont à claire-voie, et que conséquemment on doit calculer l'air contenu dans les passages avec celui des cellules.

Référons maintenant aux rapports des inspecteurs ; ceux-là sont des hommes immédiatement sous le contrôle du Gouvernement. Ils ont fait plusieurs rapports sur les asiles en général, et sur l'asile de Beauport en particulier. Voici ce qu'ils disent dans leur quinzième rapport :

"Celui (l'asile) de Québec, peut loger 200 malades de plus qu'il y en a." Et plus loin dans leur neuvième rapport ces mêmes inspecteurs écrivaient :

"Inutile de dire que le bel asile de Québec possède lui aussi de vastes proportions, fournit plus que l'espace requis pour chaque patient, et attire l'attention de ceux qui ont occasion de le voir."

Voilà ce que les inspecteurs ont dit ; ils affirment sous leur signature que les patients ont tout l'espace voulu dans cet asile. Si ces inspecteurs ne font pas leur devoir, que le Gouvernement les renvoie.

Il y a une autre accusation qui est aussi fausse que celle que j'ai déjà relevée. Elle est à l'effet que les inspecteurs avertissent les propriétaires des asiles avant de faire leur visite. Qu'on lise le témoignage du docteur de Matigny, et l'on verra ce que l'on doit penser de cette assertion. Si je

prouve que cette accusation n'est pas fondée, je prouverai du même coup que l'honorable secrétaire de la Province n'a pas droit d'évoquer ce rapport devant la Chambre, pour discréditer l'un des plus beaux établissements de la Province. M. le docteur de Martigny est un homme respectable, et il déclare que jamais il n'a averti les propriétaires des asiles de ses visites, et qu'au contraire les inspecteurs font leurs visites à des époques indéterminées, et que dans aucun cas ils n'ont prévenu les autorités des asiles de l'époque de leur inspection. Voilà donc encore une assertion assez importante qui n'est pas fondée. Après cela, quelle confiance peut-on reposer dans un tel rapport ? Il y a une autre assertion que je désire relever ; elle se trouve à la page 25 et se lit comme suit :

“ Les dortoirs réservés aux malades de la première classe sont dans un état satisfaisant et tenus proprement. Les malades couchent sur des matelats de paille.” Or quelle est la vérité ? C'est que ces matelats au lieu d'être en paille sont de crin, et que contrairement à l'affirmation faite plus loin que les couchettes sont en bois, elles sont en fer. Pour prouver ce que je dis, je n'ai qu'à référer à des documents irréfutables. Heureusement qu'il se trouve que quelque temps avant la visite des commissaires, on avait été obligé de faire un inventaire des meubles à l'occasion de la mort du docteur Roy. Le notaire Charlebois qui a fait cet inventaire a constaté qu'il n'y avait pas de couchettes en bois, c'est un témoignage irréfutable. De plus il y a aussi celui de l'évaluateur M. Maxwell.

Je vous le demande, M. le Président, comment, est-il possible de prendre un tel rapport au sérieux ?

A la page 28, le rapport dit ceci :

“ Il n'y a dans l'établissement qu'un seul médecin qui a charge de tous les patients des deux hôpitaux. Ce médecin est chargé de tenir les registres, de préparer les rapports,

de soigner les malades, de leur administrer les remèdes, et de faire la correspondance. ”

La même accusation est répétée à la page 45. Il me suffit, pour prouver que cette accusation est fausse, de citer les noms des médecins ; le docteur Larue l'un des propriétaires qui fait une spécialité de l'aliénation mentale, et qui en connaît bien plus long sur cette question que les commissaires, est l'un de ces médecins, et il en a un autre avec lui qui fait le service médical.

Si on réfèrait à la page 44, on verrait les éloges que la commission décerne à l'asile du docteur McKay, et cependant quel est le médecin de cet asile, si ce n'est le docteur lui-même ; il n'y a qu'un seul médecin bien qu'il soit incompetent.

Il y a aussi des erreurs de chiffres. Prenons par exemple ce que l'on trouve à la page 16. On donne les montants reçus par l'asile de Beauport depuis 1883, les chiffres sont arrangés de manière à jeter du discrédit sur ces messieurs. On ne fait pas de distinction entre les prix payés avant ou après 1882, ce que l'on prend n'est pas une moyenne du tout ; du reste il n'était pas nécessaire d'établir cette moyenne, puisque les prix sont fixés par contrat. Il est admis que les aliénés nous coûtent moins cher ici que partout ailleurs, du reste il y a aussi le capital investi sur lequel les propriétaires sont obligés de payer intérêt. Si on prend la moyenne des guérisons données par la commission, on verra que presque partout, elle n'est pas exacte.

On a essayé pour les asiles des Etats-Unis, de faire voir que cette moyenne était plus favorable que celle de nos asiles, et malgré cela, on n'a pas réussi. S'agit-il des Etats-Unis, on dit mille choses agréables aux établissements que l'on a visités, mais pour nos institutions on n'a que des paroles de blâme et des critiques.

Ceci suffit pour démontrer qu'on a été souverainement injuste pour l'asile de Beauport.

J'en viens maintenant au contrat lui-même qui est devant la Chambre. Je dis que le Gouvernement a forcé le docteur McKay à prendre ce contrat, car ce monsieur ne peut se charger de ces patients à raison de \$100 par tête. Qu'on lise la correspondance et l'on verra que c'est ce qui en ressort. Je ne crains pas d'accuser le Gouvernement d'avoir forcé, pour des motifs dont je ne me rends pas bien compte, le docteur McKay à prendre ce contrat. Voyant maintenant que l'on a fait un faux pas, et voyant aussi qu'on ne pouvait le faire adopter par la Chambre, on a eu recours à un ami qui a proposé un amendement destiné à tuer ce marché. Je suis bien certain que s'il n'y avait pas eu d'amendement, l'honorable secrétaire aurait été obligé de retirer ses résolutions, comme l'honorable commissaire des terres de la couronne s'est vu forcé de retirer son projet de loi sur les mines.

M. le docteur McKay a été interrogé devant la commission des asiles, et parce que le *Canadien* a reproduit ce témoignage, il se trouve tellement diffamé, qu'il poursuit ce journal, réclamant \$5,000 de dommage. Cela démontre à quelle espèce d'homme nous avons affaire.

Quelle garantie donne-t-il à la Province ? Quand on fait un contrat aussi important, il est d'usage d'exiger des garanties ; pour les contrats les moins importants, le Gouvernement exige des garanties de fidélité et de bonne foi, ici, il n'y a rien de tout cela. On dit seulement que le Gouvernement devra exiger des garanties, mais quelles sont ces garanties-là ?

On dit dans le contrat qu'il fournira un médecin interne et qu'il devra recevoir la visite d'un médecin visiteur, or le Gouvernement n'a pas de médecins visiteurs, il n'a que des inspecteurs, j'ai eu beau chercher, je n'ai pas trouvé de loi qui autorise la nomination d'un médecin visiteur pour

cet asile. Je dis qu'il n'y a pas de loi dont le Gouvernement pourra se prévaloir pour faire visiter la maison de santé de Belmont. A l'heure qu'il est, il y a deux bureaux médicaux, un pour Beauport, et l'autre pour Saint-Jean de Dieu.

J'attire l'attention du Gouvernement sur un fait bien important, c'est que dans l'arrêté du conseil on dit que ce contrat ne sera valide qu'après qu'il aura été approuvé par la Législature au lieu de par la Chambre ; je ne sais les raisons qui ont engagé le Lieutenant Gouverneur en conseil à dire que ce contrat devait être approuvé par la Législature au lieu de par la Chambre. L'arrêté du conseil existe et vous ne pouvez vous empêcher de vous y conformer.

L'honorable M. **Mercier**.—Du moment que l'arrêté du conseil exige que nous n'allions pas plus loin que cette Chambre, le contrat sera sans effet. Du moment que nous disons par l'amendement qu'il faudra des garanties à la satisfaction du Lieutenant Gouverneur en conseil, cela prouve que notre intention est de ne pas donner suite à ce contrat, à moins que toutes les conditions mentionnées dans l'arrêté du conseil, et dans l'amendement soient remplies.

M. **Casgrain**.—On a voulu surprendre cette Chambre en mettant la clause 9 telle qu'elle se lit : Ce marché ne liera la Province de Québec, qu'en autant qu'il aura été approuvé par l'Assemblée législative à la prochaine session." On a voulu faire croire qu'il ne s'agissait que de l'approbation de cette Chambre, tandis que l'arrêté du conseil parle de la Législature.

L'honorable M. **Mercier**.—Est-ce que l'honorable député n'est pas satisfait de la déclaration que je viens de faire, disant que l'arrêté du conseil sera exécuté à la lettre, et qu'il faudra que le docteur MacKay donne des garanties bien sérieuses s'il veut avoir ce contrat. Je veux être franc, et je dis que je n'ai pas confiance dans le docteur MacKay,

c'est pourquoi j'ai accepté l'amendement. Le Gouvernement a bien l'intention d'exiger que ces garanties soient de première classe.

M. Casgrain.—Il a fallu que l'honorable député de Rochester vint à avertir le Gouvernement

On nous dit que le Gouvernement n'a pas l'intention de donner suite à cet arrangement, mais quand la Chambre sera fermée, le Gouvernement fera exécuter ce contrat, et il ne sera plus temps pour nous d'intervenir.

L'honorable **M. Mercier.**—L'auteur de l'amendement s'était entendu avec moi, et j'avais déclaré que le Gouvernement n'avait pas l'intention de mettre ce contrat à exécution à moins que les garanties offertes par le Dr. MacKay fussent de première classe.

M. Casgrain.—Les déclarations qui viennent d'être faites prouvent que mes remarques ont du bon. J'espère que le Gouvernement va retirer ses résolutions, puisqu'il nous déclare qu'il ne peut pas avoir confiance dans le docteur MacKay.

L'honorable **M. Taillon.**—Nous nous mettons en contradiction avec tout ce que nous avons sous les yeux. Les rapports de la commission disent que \$100 par patient n'est pas un prix assez élevé, et il est reconnu que les Sœurs peuvent faire les choses à bien meilleur marché que les laïques, et cependant voilà qu'on nous propose de passer un contrat à raison de \$100 par patient avec le docteur MacKay.

L'honorable **M. Mercier.**—Le contrat est signé et l'arrêté du conseil exige la ratification de la Législature, or je déclare que nous ne procéderons pas avec le projet de loi si les garanties ne sont pas de première qualité. Est-ce assez clair ? Que veut-on de plus ?

L'honorable **M. Taillon.**—Je comprends que les mots du contrat doivent s'entendre suivant les règles de la pro-

cédure parlementaire. Si non le docteur MacKay pourrait avoir droit de prendre une action en dommage contre le Gouvernement.

Dans les circonstances, je conseille à l'honorable député de Québec d'accepter cette déclaration avec l'entente que nous aurons la même liberté sur le concours que nous avons maintenant.

La proposition de M. Casgrain est retirée.

La proposition de l'honorable M. Pelletier est adoptée.

Les résolutions sont examinées en comité général, modifiées, rapportées à la Chambre, puis adoptées en seconde lecture.

La séance est levée.